



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Vendredi 26 avril 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

REVUE DE L'ARBITRAGE

BULLETIN
DU COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

ANNÉE 2024 – N° 1 – JANVIER-MARS

SOMMAIRE

	Pages
<i>IN MEMORIAM</i> IBRAHIM FADLALLAH, par François-Xavier TRAIN	3
DOCTRINE :	
– La clause d'arbitrage et les non-signataires : retour sur l'extension <i>ratione personae</i> de la clause d'arbitrage en droit français, par Claire DEBOURG	11
– La clause d'arbitrage et les non-signataires : retour sur l'extension <i>ratione personae</i> de la clause d'arbitrage en droit suisse, par Pierre-Yves GUNTER	61
– L'esprit libéral de la loi luxembourgeoise du 19 avril 2023 sur l'arbitrage, par Vincent BOLARD	83
– Les demandes de brutage fiscal en matière d'arbitrage international d'investissement, par Franck LE MENTEC ..	111
JURISPRUDENCE FRANÇAISE :	
– « La radiation des pourvois en matière d'arbitrage », note sous Cass. civ. (ord. Prem. prés.), 5 janvier 2023 et Cass. civ. (ord. Prem. prés.), 19 octobre 2023, par Basile ZAJDELA ..	121
– « Juge d'appui : une clarification et un rappel à l'ordre », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 29 novembre 2023, par Jérôme ORTSCHEIDT	137

— « Le maintien du principe général d'interdiction du recours à l'arbitrage par les personnes morales de droit public françaises », note sous CE, 17 octobre 2023, par Malik LAAZOUZI	147
— « Illustration des effets délétères de la jurisprudence <i>Belokon-Sorelec</i> appliquée au droit de la concurrence », note sous Paris, 23 janvier 2024, par Charles JARROSSON ..	164
— « En matière de nationalité locale de l'investisseur requérant, la messe est dite... », note sous Paris, 27 juin 2023 et 12 septembre 2023, par Mathias AUDIT	178
— « La reconnaissance de la qualité d'émanation d'un Etat étranger à des sociétés commerciales de droit français et le régime de l'exécution forcée sur des actifs gelés par l'effet de sanctions économiques », note sous Paris, 26 janvier 2023, par François BORDES	225
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE :	
— « Impartialité de l'arbitre » par Karim EL CHAZLI	247
JURISPRUDENCE ÉTRANGÈRE :	
— Angleterre : Les injonctions <i>anti-suit</i> anglaises, soutien inattendu des procédures arbitrales en France : High Court, 21 août 2023, <i>SQD v. QYP</i> ; Commercial Court, 31 août 2023, <i>Commerzbank AG v. Ruschemalliance Llc.</i> ; High Court, 22 septembre 2023, <i>G. v. R.</i> ; Court of Appeal, 11 octobre 2023, <i>Deutsche Bank AG v. Ruschemalliance Llc.</i> ; Court of Appeal, 2 février 2023, <i>Unicredit Bank GmbH v. Ruschemalliance Llc.</i> , par Vincent CARRIOU, Claire DEBOURG et Arthur LAVAUX	285
CHRONIQUE DE DROIT DES MODES AMIABLES DE RÈGLEMENT DES CONFLITS :	
— par Jean-Philippe TRICOIT	329
DOCUMENT :	
— Loi luxembourgeoise du 19 avril 2023 portant modification de la deuxième partie, livre III, titre I ^{er} , du Nouveau Code de procédure civile, en vue de la réforme de l'arbitrage..	369
SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE	385
INDEX ANALYTIQUE	399

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
18 avril 2024
n° 15 / 8036^e
pages 721 à 768



ÉDITORIAL

- 721 La législation, farce indigeste : l'exemple de l'article 29 de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024, *Françoise Pérochon*

ACTUALITÉS

- 724 Clause abusive (examen) : réouverture d'une procédure clôturée
725 Transport aérien (clause abusive) : cession des droits du passager
725 Droit d'auteur (communication au public) : téléviseurs dans les chambres d'hôtel
726 Victime d'infraction (indemnisation) : traite des êtres humains
727 Données personnelles (protection) : indemnisation du préjudice moral
728 Procès équitable (office du juge) : comparution de la partie civile
729 Changement climatique : condamnation de la Suisse pour mesures insuffisantes
730 Compétence européenne (domaine) : lieu de résidence d'un consommateur inconnu

POINTS DE VUE

- 731 Gouvernement d'entreprise : la couche de droit souple et ses surcouches, *Bertrand Fages*
733 La corruption et le blanchiment, bras armés du narcotrafic, *Laurence Fabre et Sara Brimbeuf*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 745 **Panorama** : Concurrence – Distribution, *Nicolas Ferrier*
756 **Notes** : L'efficacité d'une résolution unilatérale d'un bail commercial sans mise en demeure préalable, note sous Civ. 3^e, 25 janv. 2024, *Samuel François*
762 Louer n'est pas prêter, note sous CJUE 21 déc. 2023, *Ghislain Poissonnier*

ENTRETIEN

- 768 Patrice Hilt – Les pratiques illicites dans l'adoption internationale en France : présentation du rapport du 26 octobre 2023

Lefebvre Dalloz

DALLOZ



Version numérique incluse*



322415



9 782993 224151

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
Ketty DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

* DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

* RÉDACTION

Maëlle HARSCOUET DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

* CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

* ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Avril 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite.



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Françoise Pérochon

La législation, force indigeste : l'exemple
de l'article 29 de la loi n° 2024-42
du 26 janvier 2024

721



ACTUALITÉS

724

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Clause abusive (examen) : réouverture d'une procédure dôturée,
CJUE 9 avr. 2024

Contrat d'affaires

Transport aérien (clause abusive) : cession des droits du passager,
CJUE 11 avr. 2024

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (communication au public) : téléviseurs dans les
chambres d'hôtel, CJUE 11 avr. 2024

726

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Victime d'infraction (indemnisation) : traite des êtres humains,
Cv. 2^e, 4 avr. 2024

727

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (protection) : indemnisation du préjudice
mora!, CJUE 11 avr. 2024

728

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Procès équitable (office du juge) : comparution de la partie civile,
Crim. 4 avr. 2024

729

DROIT PUBLIC

Environnement

Changement climatique : condamnation de la Suisse pour mesures
insuffisantes, CEDH 9 avr. 2024

Changement climatique : irrecevabilité de l'action contre la France,
CEDH 9 avr. 2024

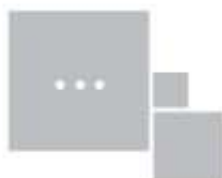
Changement climatique : irrecevabilité de l'action contre
le Portugal, CEDH 9 avr. 2024

730

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Compétence européenne (domaine) : lieu de résidence
d'un consommateur inconnu, CJUE 11 avr. 2024



POINTS DE VUE

731

Gouvernement d'entreprise : la couche de droit souple et ses surcouches par Bertrand Fages

733

La corruption et le blanchiment, bras armés du narcotrafic par Laurence Fabre et Sara Brimbeuf



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

735

Le tribunal des activités économiques : une chimère ? par Jérémy Jourdan-Marques

PANORAMA

745

Concurrence – Distribution janvier 2023 – janvier 2024 par Nicolas Ferrier

NOTES

756

L'efficacité d'une résolution unilatérale d'un bail commercial sans mise en demeure préalable, note sous Civ. 3^e, 25 janv. 2024 par Samuel François

762

Louer n'est pas prêter, note sous CJUE 21 déc. 2023 par Ghislain Poissonnie



ENTRETIEN

768

Patrice Hilt – Les pratiques illicites dans l'adoption internationale en France : présentation du rapport du 26 octobre 2023

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

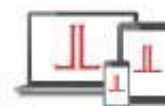
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également votre revue numérique sur Dalloz-Revues.fr

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
25 avril 2024
n° 16 / 8037^e
pages 769 à 816



ÉDITORIAL

769 L'envie d'amiable, *Maxime Barba*

ACTUALITÉS

- 772 Concurrence (infractions) : actions en dommages-intérêts en droit national
- 773 Crédit à la consommation (ordre public) : validité d'un accord transactionnel
- 774 Procédure d'insolvabilité (créance) : naissance après l'ouverture de la procédure
- 774 Citoyenneté européenne (Brexit) : droit de vote aux élections européennes
- 775 Référendum d'initiative partagée (étrangers) : rejet de la proposition de loi

POINT DE VUE

776 Nouvelle grammaire de la normativité, *Xavier Baki-Mignot*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 787 **Panorama** : Droit des couples, *Jean-Jacques Lemouland et Daniel Vigneau*
- 798 **Notes** : Naissance et destin d'une fin de non-recevoir du droit de l'arbitrage, note sous *Civ. 1^{re}, avis, 20 mars 2024, Maxime Barba*
- 805 Variations sur l'exercice du droit de retrait litigieux, note sous *Com. 14 févr. 2024, Jean-Denis Pellier*
- 812 Revirement de jurisprudence : l'objet de l'abus de confiance s'étend (rétroactivement) aux immeubles, note sous *Crim. 13 mars 2024, Éliaz Le Moulec*

ENTRETIEN

816 Blandine Mallevaey – Loi du 18 mars 2024 sur les violences intrafamiliales : une meilleure protection des enfants ?

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Version numérique incluse*



322416



Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
Ketty DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

* DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

* RÉDACTION

Maëlle HARSCOUET DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

* CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

* ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLÉY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Avril 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite.



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Maxime Barba

769

L'envie d'amiable



ACTUALITÉS

772

DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Concurrence (infractions) :

actions en dommages-intérêts en droit national,
CJUE 18 avr. 2024

Consommation

Crédit à la consommation (ordre public) :

validité d'un accord transactionnel,
T. prox. Sucy-en-Brie, 15 mars 2024

Entreprise en difficulté

Procédure d'insolvabilité (créance) :

naissance après l'ouverture de la procédure,
CJUE 18 avr. 2024

774

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Citoyenneté européenne (Brexit) :

droit de vote aux élections européennes,
CJUE 18 avr. 2024

775

DROIT PUBLIC

Droit constitutionnel

Référendum d'initiative partagée (étrangers) :

rejet de la proposition de loi,

Cons. const. 11 avr. 2024



POINT DE VUE

776

Nouvelle grammaire de la normativité
par Xavier Baki-Mignot



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

778

La durée en droit des contrats
(contrats, obligations, prestations)
par Cyril Grimaldi

PANORAMA

787

Droit des couples
mars 2023 – mars 2024
par Jean-Jacques Lemouland et Daniel Vigneau

NOTES

798

Naissance et destin d'une fin de non-recevoir du droit
de l'arbitrage, note sous *Civ. 1^{re}, avis, 20 mars 2024*
par Maxime Barba

805

Variations sur l'exercice du droit de retrait litigieux,
note sous *Com. 14 févr. 2024*
par Jean-Denis Pellier

812

Revirement de jurisprudence : l'objet de l'abus
de confiance s'étend (rétroactivement) aux immeubles,
note sous *Crm. 13 mars 2024*
par Éliaz Le Moulec



ENTRETIEN

816

Blandine Mallevaey –
Loi du 18 mars 2024 sur les violences intrafamiliales : une meilleure protection des enfants ?

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

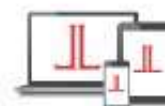
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

DOCTRINE

737

La double nationalité des Africains subsahariens et les conflits de lois en matière de statut personnel

El Hadji Samba Ndiaye

Rev. crit. DIP

Revue critique
de droit international privé

JURISPRUDENCE

785

Les enjeux de l'obtention des preuves dans le procès civil international : équité de la procédure et régularité internationale du jugement

Fabien Marchadier

794

Pratiques restrictives de concurrence : la Cour de justice chasse le public enforcement du domaine du règlement Bruxelles I bis

Étienne Farnoux

886

Les effets en Polynésie française d'une adoption étrangère

Élise Ralser



Rev. crit. DIP **SOMMAIRE**

Revue critique
de droit international privé

ÉDITORIAL

Ouvrir les horizons...

Horatia Muir Watt, Dominique Bureau et Sabine Corneloup..... 733

DOCTRINE

*La double nationalité des Africains subsahariens et les conflits de lois
en matière de statut personnel*

El Hadji Samba Ndiaye..... 737

Retrouvez cet article en anglais sur Dalloz.fr



L'appréhension des mariages d'enfants célébrés à l'étranger

Sabine Corneloup 767

JURISPRUDENCE

Conflits de juridictions

Les enjeux de l'obtention des preuves
dans le procès civil international :
équité de la procédure et régularité
internationale du jugement –

CEDH 20 oct. 2022, aff. 20256/20
note Fabien Marchadier.....p. 785

Pratiques restrictives de concurrence :
la Cour de justice chasse le *public*
enforcement du domaine du règlement
Bruxelles I *bis* –

CJUE 22 déc. 2022, aff. C-98/22
note Étienne Farnoux.....p. 794

L'inconciliabilité de jugements
suppose des décisions rendues
entre les mêmes parties –

Civ. 1^{re}, 17 mai 2023, n° 22-12.927
note Hélène Gaudemet-Tallonp. 819

Des clauses attributives stipulées
au sein de conditions générales –

Civ. 1^{re}, 7 juin 2023, n°s 21-24.927

Amici curiae : alerte à
la vigilance ! –

TJ Paris, référé, 28 févr. 2023
note Horatia Muir Watt..... p. 849

La loi applicable aux actions
en responsabilité des victimes
d'un accident d'aéronef –

Civ. 1^{re}, 1^{er} mars 2023, n° 21-22.015
note Asma Alouane..... p. 871

Les effets en Polynésie française
d'une adoption étrangère –

Civ. 1^{re}, 15 mars 2023, n° 20-21.370
note Élise Ralser..... p. 886

Construction des catégories et droit
international de la faillite –

Com. 19 avr. 2023, n° 21-20.183
note Lilian Larribère..... p. 904

Fuites de pétrole et fuite
du temps : le point de départ
de la prescription en cas de faits

et 22-12.916
note Maxime Barbap. 827

Conflits de lois

L'illicéité manifeste d'un site internet permettant au public français d'accéder à une GPA à l'étranger –
Civ. 1^{re}, 23 nov. 2022, n° 21-10.220
note Sylvain Bolléep. 841

dommageables plurilocalisés à effets continus –
Cour suprême du Royaume-Uni,
10 mai 2023, [2023] UKSC 16
note Horatia Muir Wattp. 916

Retrouvez cet article
en anglais sur Dalloz.fr 

Rev. crit. DIP - 4 - octobre-décembre 2023

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Les dispositions du code du travail relatives à la santé et la sécurité des travailleurs ne peuvent être qualifiées de lois de police –
Soc. 4 juill. 2023, n° 23-70.004
note Dominique Bureau p. 924

ÉCLAIRAGES

150^e anniversaire de l'Institut de droit international
note Antoine d'Ornanop. 937

Immunité des États étrangers : la Chine adopte une conception relative
note Antoine d'Ornanop. 940

Reconnaissance des mariages de personnes de même sexe célébrés à l'étranger.
Les volte-face namibiennes
note Sabine Corneloupp. 943

Sur les propositions de la Commission européenne pour renforcer la protection des adultes dans les situations transfrontières
note Rebecca Legendrep. 947

BIBLIOGRAPHIE

Livres

Étienne Farnoux, préface de Sylvain Bollée, Les considérations substantielles dans le règlement de la compétence internationale des juridictions – Réflexion autour de la matière délictuelle
(Christelle Chalzel) p. 951

Ralf Michaels, Veronica Ruiz Abou-Niagm and Hans van Loon, The Private Side of Transforming Our World. UN Sustainable Development Goals 2030 and the Role of Private International Law (Alberto-Horst Neidhart)p. 964

Souleymane Bachir Diagne, De langue à langue. L'hospitalité de la traduction
(Horatia Muir Watt)p. 967

Ulf Linderfalk, The International Legal System as a System of Knowledge ; Kostiantyn Gorobets, Andreas Hadjigeorgiou, and Pauline Westerman, Conceptual (re) Conceptualisations of International Law (Ghazal Miyar)p. 972

Estelle Gallant, L'office du notaire en droit international privé (Paul Klötgen)p. 976

Martin S. Flaherty, Restoring the Global Judiciary. Why the Supreme Court Should Rule in U.S. Foreign Affairs (Fabien Marchadier)p. 984

Fabien Marchadier, La prohibition de l'esclavage et de la traite des êtres humains (Laurence Sinopoli)p. 988

Signalements p. 991

Tables des sommaires
Par Amélie Benoistel



(Christette Chatas)p. 731
Alexander Critchley, The Application
of Foreign Law in the British
and German Courts
(Sandrine Brachotte).....p. 960

Index bibliographique
Établi par Yann Legrand



1

Revue critique de droit international privé - janvier-mars 2024 - pages 1 à 208

DOCTRINE

- 5 L'officier de l'état civil et le droit étranger.
Analyse critique et prospective
d'une défaillance française
Nicolas Nord

Rev. crit. DIP

Revue critique
de droit international privé

JURISPRUDENCE

- 39 Cyberdélits : quel est le juge compétent
pour ordonner une mesure géolocalisée ?
Yves El Hage
- 54 La saisie de créances fiscales situées
en France en cas de renonciation expresse
par l'État étranger à son immunité d'exécution
Lyna Maaziz
- 155 Les possibilités de recours à une professio
juris restreintes en présence de conventions
internationales préexistantes au règlement
européen sur les successions
Xaviera Favrie



Rev. crit. DIP SOMMAIRE

Revue critique
de droit international privé

ÉDITORIAL

Partir... revenir ? Entre le droit et le fait
Horatia Muir Watt, Dominique Bureau et Sabine Corneloup..... 1

DOCTRINE

L'officier de l'état civil et le droit étranger. Analyse critique
et prospective d'une défaillance française
Nicolas Nord 5
Retrouvez cet article en anglais sur Dalloz.fr 

Le « destinataire réel » des marchandises peut-il se voir opposer
la clause attributive de compétence convenue entre le chargeur
et le transporteur maritime ?
David Sindres..... 23
Retrouvez cet article en anglais sur Dalloz.fr 

JURISPRUDENCE

Conflits de juridictions
Cyberdélits : quel est le juge
compétent pour ordonner une mesure
géolocalisée ? -
Civ. 1^{re}, 1^{er} févr. 2023, n° 20-15.703
note Yves El Hage..... p. 39

La saisie de créances fiscales situées
en France en cas de renonciation
expresse par l'État étranger
à son immunité d'exécution -
Civ. 1^{re}, 13 avr. 2023, nos 18-20.915,
18-24.859 et 19-14.391
note Lyna Maaziz p. 54

Les difficultés d'interprétation
engendrées par les articles 9 et 15
du règlement Bruxelles II bis -
CJUE 27 avr. 2023, aff. C-372/22
note Georgette Salamé

L'articulation des articles 10 et 15
du règlement Bruxelles II bis :
l'illicéité de la résidence habituelle
acquise par l'enfant dans l'État membre
de refuge n'empêche pas le transfert
de compétence vers une juridiction
« mieux placée » de cet État -
CJUE 13 juill. 2023, aff. C-87/22
note Christelle Chalas p. 98

Le retour de l'affaire Alexandros T
et la « quasi-injonction » anti-suit -
CJUE 7 sept. 2023, aff. C-590/21
note Horatia Muir Watt p. 117

Conflits de lois
La loi applicable à la prescription
de l'action subrogatoire dans le
règlement Rome III -
CJUE 17 oct. 2023, aff. C-111/23

et Guillaume Kessler.....	p. 63	CJUE 17 mai 2023, aff. C-264/22 note Maud Minois.....	p. 129
Inconciliabilité entre une sentence étrangère et un jugement étranger, fraude à l'arbitrage et contrôle incident de la sentence – Civ. 1 ^{re} , 17 mai 2023, n° 21-18.406 note François-Xavier Train.....	p. 85	Actualité de l'office du juge en matière conflictuelle – Civ. 1 ^{re} , 28 juin 2023, n° 22-18.281 ; Civ. 1 ^{re} , 27 sept. 2023, n° 22-15.146 note Dominique Bureau.....	p. 142

Rev. crit. DIP - ❶ - janvier-mars 2024

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Le domicile commun n'est qu'une présomption simple pour déterminer le régime matrimonial d'un couple marié avant le 1^{er} septembre 1992 –
Civ. 1^{re}, 20 sept. 2023, n° 21-23.661
note Jean Gaste.....

Les possibilités de recours à une *professio juris* restreintes en présence de conventions internationales préexistantes au règlement européen sur les successions –
CJUE 12 oct. 2023, aff. C-21/22
note Xaviera Favrie.....

ÉCLAIRAGES

Le Royaume-Uni signe la Convention de La Haye du 2 juillet 2019
note Antoine d'Ornano.....

Sur un rapport relatif à la révision de la directive sur les services de paiement
note Antoine d'Ornano.....

BIBLIOGRAPHIE

Livres

Horatia Muir Watt, *The Ultimate Frontier: Towards an Ecological Jurisprudence – A Global Horizon in Private International Law* (Jorge L. Esquirol).....

E. Lenglard, *La théorie générale des conflits de lois à l'épreuve de l'individualisme* (Sylvain Bollée).....

L. Pailler et C. Nourissat, *Un système de droit international privé de l'Union européenne ? Bilan et perspectives de 20 ans de coopération judiciaire en matière civile* (Marc Fallon).....

J. Carrascosa Gonzáles, *Derecho internacional privado y dogmática jurídica* (Luz Monge).....

K. Thorn, *The Protection of Small and Medium-Sized Enterprises in Private International Law* (Louis d'Avout).....

D. Kochenov et K. Surak, *Citizenship and Residence Sales. Rethinking the Boundaries of Belonging* (Etienne Pataut).....

R. Scarciglia, *Methods and Legal Comparison : Challenges for Methodological Pluralism* (Geoffrey Samuel).....

Signalements.....

janvier-mars 2024 - ❶ - Rev. crit. DIP

1

RTDCom. - janvier-mars 2024 - pages 1 à 218

ARTICLES

1

Le contrat de transfert d'un bien moyennant cryptomonnaie : choix et enjeux de la qualification
Riccardo Fornasari

19

La curieuse notion d'instance dirigeante
Romain Dumont

RTDCom.

Revue trimestrielle de droit commercial
et de droit économique

CHRONIQUES

61

Quel revirement en matière
de spécialisation des juridictions !
Muriel Chagny

79

Les premières décisions
de la Juridiction unifiée du brevet (JUB)
Jean-Christophe Galloux

188

Libres propos(itions) sur la nature
fiscale des locations meublées
Ariane Périn-Dureau

PRATIQUE

199

Actions révocatoires et droit français
Jean-Luc Vallens



RTDCom.

Revue trimestrielle de droit commercial
et de droit économique

SOMMAIRE

ARTICLES

Le contrat de transfert d'un bien moyennant cryptomonnaie : choix et enjeux de la qualification Par Riccardo Fornasari.....	1
La curieuse notion d'instance dirigeante Par Romain Dumont.....	19

CHRONIQUES

Organisation générale du commerce		Sociétés par actions	
Actes de commerce, commerçants et fonds de commerce		Jacques Moury.....	129
Bernard Saintourens	39	Sociétés civiles, associations et autres groupements	
Baux commerciaux		David Hiez.....	135
Fabien Kendérian et Joël Monéger.....	45	Crédit et titres de crédit	
Concurrence		Dominique Legeais.....	143
Muriel Chagny	61	Ventes, transports et autres contrats commerciaux	
Propriétés incorporelles		Bernad Bouloc.....	151
Propriété industrielle		Entreprises en difficulté	
Jean-Christophe Galloux	79	Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires	
Propriétés incorporelles		Arlette Martin-Serf.....	161
Droit des nouvelles technologies		Droit pénal des affaires	
Philippe Gaudrat	91	Bernad Bouloc	175
Sociétés et autres groupements		Régime fiscal des affaires	
Sociétés en général		Olivier Fouquet et Ariane Périn-Dureau	183
Arnaud Lecourt.....	99		

PRATIQUE

De la pratique à la doctrine	
Actions révocatoires et droit français	
Par Jean-Luc Vallée	100

TABLES

Tables trimestrielles p. 211

RTDCom. - ① - janvier-mars 2024



DOSSIER

CSRD : LE NOUVEAU REPORTING DE DURABILITÉ

En bouleversant les règles de transparence extra-financière et d'audit, l'ordonnance du 6 décembre 2023 transposant la directive CSRD impose de nouvelles contraintes à toutes les sociétés commerciales, quelle que soit leur forme ou leur taille. Décryptage.



**CSRD : LE NOUVEAU REPORTING DE DURABILITÉ**

- 4 - Le décryptage des textes de transposition de la directive CSRD
- 5 - Des catégories d'entreprises unifiées pour l'application de nombreux dispositifs de transparence
- 9 - Quelles sociétés devront publier des informations de durabilité ?
- 17 - Informations de durabilité : contenu, format et publicité
- 25 - Informations de durabilité établies par les sociétés : quel rôle pour le CSE ?
- 28 - Certification des informations en matière de durabilité
- 37 - Contrôle parallèle des informations de durabilité
- 39 - Le « remaniement » des dispositifs de transparence existants
- 50 - Reporting taxonomie : les incidences de la directive CSRD et de l'ajustement de la taille des entreprises
- 52 - Unification des procédures d'injonction en cas de manquement aux dispositifs d'information
- 55 - Sanctions du non-respect de l'obligation de publier des informations de durabilité

Ce commentaire est le fruit de la collaboration entre le Bulletin rapide de droit des affaires des Editions Francis Lefebvre et le Bulletin spécial du Dictionnaire permanent Droit des affaires des Editions législatives.

© Editions Francis Lefebvre 2024

Reproduction, même partielle, interdite sans autorisation

ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE

10, Place des Vosges - Tour Lefebvre Dalloz - CS 80357 - 92072 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Tél. : 01 41 05 22 00 - Email : serviceclients@lefl.fr - Internet <http://www.lefl.fr>

SAS au capital de 241 608 €

CPPAP n° 0927 T 8216

Impression : Imprimerie Chizat - 744 rue de Sainte Colombe - 42540 Saint Just la Pendue

Dépôt légal - 2^e trimestre 2024

Bimensuel - 49^e année - ISSN 0395-451X

Abonnement 2024 revue + services numériques : 283,84 €

Prix de ce numéro : 38,80 €

Origine du papier : Suède ; sans fibres recyclées ; Ptot : 30 g/t



Principal associé : Editions Lefebvre Sarrut

Présidente - Directrice de la publication : Ketty De Falco

Directrice des Éditions - Directrice générale : Caroline Sordet

Directrice de la rédaction Affaires : Marie-Anne Massiot

Responsable de la publication : Maya Collard Vandeveldre

Rédacteurs : Q. Abel, B. Brom, V. Darbon, P. Fleury, B. Joret, G. Leduc, G. Lesage,

D. Loyer-Bouez, M.-A. Massiot, G. Meyer, V. Obler, L. Paudrat, A. Pham-Ngoc, M. Ponsot,

C. Quiney, E. Raçon, C. Ribreau, V. Villin, A. Wurtz

Assistante d'édition : K. Gaspar-Mue



L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

Date de naissance des droits sociaux

Cass. 1^{er} civ. 17-1-2024 n° 22-11.303 F-B : Décisions 282

Les droits sociaux attribués en contrepartie d'un apport naissent à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et non lors de la conclusion du contrat de société.

L'héritier d'un associé de SARL peut renoncer à sa demande d'agrément à tout moment

Cass. com. 24-1-2024 n° 21-25.416 F-B : Décisions 288

L'héritier d'un associé de SARL décédé, dont la demande d'agrément en qualité d'associé a été rejetée, peut renoncer à sa demande d'agrément et exiger des associés survivants le remboursement de la valeur de ses droits, même après la fixation de leur prix par l'expert.

Entrave à la mission du commissaire aux comptes si les documents qu'il demande ne lui sont pas remis sur place

Cass. crim. 28-2-2024 n° 23-81.826 F-B : Décisions 290

Est coupable du délit d'entrave aux fonctions de commissaire aux comptes le gérant d'une société qui refuse de communiquer sur place à ce professionnel les documents utiles à sa mission, et ce, même s'il les lui envoie le lendemain de sa visite.

Délai pour déclarer une créance née avant l'ouverture de la procédure collective

Cass. com. 7-2-2024 n° 22-21.052 F-B : Décisions 295

La créance d'une association au titre de la garantie financière obligatoire qu'elle a accordée à un agent de voyages doit être déclarée dans les deux mois suivant l'ouverture de la sauvegarde de ce dernier, convertie ensuite en liquidation, indépendamment de son exigibilité.

L'AGS subrogée dans le superprivilège des salariés pour les avances faites au profit de ceux-ci

Le superprivilège des salariés, qui permet à ceux-ci d'être payés immédiatement sur les premières rentrées de fonds en cas de procédure collective de l'employeur, est transmis par subrogation par l'AGS qui a avancé le montant des créances superprivilégiées.

Admission d'une créance résultant d'une clause de majoration d'intérêts pour retard de paiement

Cass. com. 7-2-2024 n° 22-17.885 FS-B : Décisions 299

La créance issue d'une clause sanctionnant tout retard de paiement, dont l'application ne résulte pas du seul fait de l'ouverture d'une procédure collective, peut être admise car elle n'aggrave pas les obligations du débiteur en mettant à sa charge des frais supplémentaires.

Les règles de vigilance antiblanchiment ne sont pas invocables par la victime d'une fraude

CA Paris 31-1-2024 n° 22/13537 : Décisions 306

La victime d'une fraude ne peut pas se prévaloir des dispositions imposant à sa banque une obligation de vigilance antiblanchiment car elles ont pour seule finalité la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Conditions de l'action du ministre de l'économie en cas de pratique commerciale abusive : précisions

Cass. com. 28-2-2024 n° 22-10.314 FS-B : Décisions 312

L'action du ministre de l'économie en cas de pratique commerciale abusive se prescrit par cinq ans à compter du jour où il a connu la pratique, par exemple à l'occasion d'une enquête. Une éventuelle transaction entre les parties ne l'empêche pas d'agir.

Confirmation d'un contrat nul par un consommateur : revirement de jurisprudence

Cass. 1^e civ. 24-1-2024 n° 22-16.115 FS-B : Décisions 314 et avis av. gén. p. 7

Il ne suffit plus que les dispositions du Code de la consommation relatives aux contrats hors établissement soient reproduites sur le bon de commande pour que l'exécution volontaire de ce contrat en dépit de sa nullité vaille confirmation par le consommateur.

Revue Lamy de la concurrence

Dossier : Les réseaux de franchise à l'épreuve des règles du droit de la concurrence

François-Xavier AWATAR, Emma COLLIGNON, Lina LAHLOU, et Laurent BREYNE

- Retour sur la consolidation du régime de la sanction des associations d'entreprises
Marie DUMARÇAY
- Recours contre les décisions de refus de proposition d'engagements proposés par Sony :
Game over pour l'Autorité de la concurrence ?
Aude GUYON et Pauline KLEIN

137 | MENSUEL
AVRIL 2024

Conseil scientifique

Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen
& Hamilton LLP

Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble
Alpes, Membre du GRDPE

Benjamin CHEYNEL :

Référéndaire à la Cour de justice
de l'Union européenne

Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

Pascal IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université
de Montpellier I, CREAM/IUF

Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

Gwenaél MUGUET-POULLENNEC :

Référéndaire au Tribunal de l'Union européenne

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université
de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR
Avocats

Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Chloé Mathonnière

Rédacteur en chef adjoint : Jérémie Berlemont

Ont participé à ce numéro : Sarah Cohen,

Mariam El Bardan, Céline Garnier

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 91,61 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Duplirprint, 2 rue Descartes,

95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale
ou partielle par quelque procédé que ce soit, du
contenu issu de la présente publication, effectuée
sans autorisation de l'éditeur, est illicite et
constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière
suivante : RLC 2024/137, n° 4626 (année/n° de la
revue, n° du commentaire)

Sommaire

FOCUS P. 4

- Affaire Grail/Illumina : l'avocat général propose
l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union et des
décisions de la Commission européenne concernant la
demande de renvoi
Jérémie BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 7

- Contrôle des concentrations P. 7
- Pratiques anticoncurrentielles P. 7
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 11
- Régulation P. 12
- Commande publique P. 15

ÉCLAIRAGE P. 20

- Retour sur la consolidation du régime de la sanction des
associations d'entreprises

DOSSIER P. 26

- Les réseaux de franchise à l'épreuve des règles du droit de
la concurrence P. 26

Déséquilibre significatif et franchise : mise en lumière
des tendances de ces dernières années P. 27

François-Xavier AWATAR et Emma COLLIGNON

Concentration sous les seuils : vers un contrôle *ex post*
des opérations d'envergure nationales ? P. 33

François-Xavier AWATAR et Lina LAHLOU

Restrictions verticales et image de marque des réseaux :
la juste répartition établie par le droit européen P. 39

François-Xavier AWATAR et Laurent BREYNE

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 46

- Recours contre les décisions de refus de proposition
d'engagements proposés par Sony : *Game over* pour
l'Autorité de la concurrence ?

Aude GUYON et Pauline KLEIN

REVUE LAMY

Droit des Affaires

Le Parquet national financier : avancées et perspectives, à l'aube de son 10^e anniversaire

Entretien avec Jean-François BOHNERT

– **Pacte vert : quelles sont les exigences du règlement européen visant à lutter contre la déforestation ?**

Adèle BOURGIN, Medhi SI DJELLOUL

– **L'invisible main du pouvoir : le poids des conseillers en vote dans la gouvernance d'entreprise**

Aïda BENNINI

– **L'option de compétence devant le tribunal de commerce**

Gaëtan MARAIN

– **S'implanter aux États-Unis : quelle structure choisir ?**

Romain WAÏSS-MOREAU

202 | MENSUEL
AVRIL 2024

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Anouk Jaunasse

Ont collaboré à ce numéro :

Jérémy Berlemont, Lionel Costes, Victoria Mauriès, Arthur du Mesnil, Rolanda Ondo, Héroïse Planckaert et Brintha Selvachandran

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 65,34 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2024/202, n° 7937 (année/n° de la revue, n° du commentaire).

Sommaire

FOCUS P. 4

- Conditions de caractérisation des délits d'abus de biens sociaux et d'entrave à l'exercice des fonctions de commissaire aux comptes

Héroïse PLANCKAERT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 6

RSE P. 17

- ÉCLAIRAGE

Pacte vert : quelles sont les exigences du règlement européen visant à lutter contre la déforestation ?

Adèle BOURGIN, Medhi SI DJELLOUL

DROIT PÉNAL DES AFFAIRES P. 24

- ENTRETIEN

Le Parquet national financier : avancées et perspectives, à l'aube de son dixième anniversaire

Jean-François BOHNERT

DROIT DES SOCIÉTÉS P. 29

- ÉTUDE

L'invisible main du pouvoir : le poids des conseillers en vote dans la gouvernance d'entreprise

Aïda BENNINI

PROCÉDURE P. 37

- JURISPRUDENCE COMMENTÉE

L'option de compétence devant le tribunal de commerce

Gaëtan MARAIN

BUSINESS ABROAD P. 41

- S'implanter aux États-Unis : quelle structure choisir ?

Romain WAÏSS-MOREAU

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°344 • Mars 2024

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

LES ENJEUX PERSONNELS ET PATRIMONIAUX DE LA SCI

1^{re} partie



CHRONIQUE

Droit des personnes
protégées en 2023 : entre
rappels et innovations

ANALYSE

Les dons manuels :
une forme de donation
parfois méconnue

DROIT & PATRIMOINE

MARS 2024 • N° 344

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Transition énergétique du logement, quels blocages, quelles solutions ? 6

La section de droit immobilier de l'Institut d'études juridiques (IEJ) du Conseil supérieur du notariat (CSN) a formulé dix propositions sur le logement et la transition énergétique, aux termes d'un rapport qui fait le point sur les contraintes qui pèsent sur les propriétaires de biens immobiliers à usage de logement dans le cadre de l'amélioration de la performance énergétique. Synthèse.

ENTRETIEN

La réserve héréditaire n'est pas un droit de l'homme 8

Aux termes d'un arrêt rendu le 15 février 2024, la Cour européenne des droits de l'homme a clos la saga des héritiers du musicien Maurice Jarre, décédé en 2009. Ses enfants avaient contesté en justice les dispositions prises par le défunt qui les avaient privés de leur réserve héréditaire, en vain. La Cour de Strasbourg a rejeté leur recours, refusant de reconnaître le principe d'un droit général des enfants à hériter de leurs parents. Angélique Devaux, notaire associée au sein de l'étude Chevreaux, et spécialisée en successions internationales décrypte cet arrêt.

PROFESSIONS

Les propositions des notaires pour les élections européennes 10

Le Conseil des notaires de l'Union européenne (CNUE) a publié un manifeste pour les élections européennes, qui auront lieu au début du mois de juin 2024. Il a établi une liste de priorités à l'attention des futurs eurodéputés, membres de la Commission européenne et du Conseil, qui se déclinent autour de sept axes majeurs.



Les enjeux personnels et patrimoniaux de la SCI : LA SCI ET LA PROTECTION DU PATRIMOINE DE SES MEMBRES

- **La société civile immobilière est-elle réellement un instrument de protection du patrimoine de ses membres ?** 18
Par Jean-Christophe Pagnucco, professeur à l'université de Caen Normandie
- **Le risque de confusion des patrimoines pour la SCI et ses membres** 23
Par Laura Sautonie-Laguionie, professeur d'université, directrice de l'Institut de recherches en droit des affaires et du patrimoine (IRDAP)

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE

ANALYSE

Les dons manuels : une forme de donation parfois méconnue 12

Par Marc Delassus,
avocat associé Cabinet D&V - Lacourte Groupe,
docteur en droit, spécialisé en droit des sociétés,
chargé d'enseignement à l'université de Paris I
et à l'université de Paris Dauphine

CHRONIQUE

Droit des personnes protégées en 2023 : une année entre rappels et innovations 43

Par Béatrice Balivet,
maître de conférences-HDR à l'université Jean-Moulin-Lyon-III,
directrice de l'Institut de droit patrimonial et de l'immobilier

• Les SCI face au risque d'abus de droit 28

Par Frédéric Douet,
professeur à l'université Rouen-Normandie,
membre du Conseil des prélèvements obligatoires

• SCI et immobilier d'entreprise 33

Par Nadège Jullian,
professeur de droit privé, université Toulouse Capitole CDA

• L'organisation de la jouissance de l'immeuble de la SCI () 38

Par Jean-Baptiste Barbiéri,
maître de conférences, université Paris-Panthéon-Assas,
membre de l'IRDA Paris

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°345 • Avril 2024

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

LES ENJEUX PERSONNELS ET PATRIMONIAUX DE LA SCI

2^{de} partie

ÉCLAIRAGE

La crise immobilière
fragilise durablement
le notariat

CHRONIQUE

Fiscalité janvier 2023-
décembre 2023



DROIT & PATRIMOINE

AVRIL 2024 • N° 345

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

La crise immobilière fragilise durablement le notariat..... 6

Les études notariales, qui n'ont pas eu le temps de se faire une clientèle patrimoniale et sont de fait très exposées à l'immobilier, jouent leur survie. Pour les autres, de forts ajustements restent nécessaires pour traverser cette crise d'une ampleur inédite depuis trois décennies.

ENTRETIEN

« Nous souhaitons lancer une grande consultation nationale auprès des avocats »..... 8

Après son mandat de bâtonnière au barreau de Paris, Julie Couturier a été élue par ses pairs à la tête de l'assemblée représentative de la profession d'avocat, le Conseil national des barreaux. Elle dresse un premier bilan de ses nouvelles fonctions. Interview.

PROFESSIONS

Rapport 2023 du CNUE..... 10

Le Conseil des notariats de l'Union européenne (CNUE) a dressé le bilan de l'année 2023, notamment marquée par la célébration du 15^e anniversaire du réseau notarial européen et du 30^e anniversaire du CNUE.



- **Le sort des co-associés en présence d'un mineur associé d'une SCI**..... 22
Par Frédérique Julienne, maître de conférences, HDR, université de Bordeaux
- **Le statut de l'usufruitier de parts sociales après l'exclusion de sa qualité d'associé**..... 27
Par Karl Lafaurie, agrégé de droit privé et sciences criminelles, professeur à l'université de Limoges (CREOP - UR 15561)
- **Les pactes d'associés dans la SCI**..... 32

SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE

DOSSIER

Les enjeux personnels et patrimoniaux de la SCI : LA SCI ET LA GESTION DES RAPPORTS ENTRE SES MEMBRES



© HURCAI

Par Julien Valiergue, professeur à l'université de Bordeaux

• **Transmission familiale des droits sociaux et pratique du droit des sociétés civiles dites immobilières** 37

Par Benoît Joyeux, juriste-consultant référent auprès du CRIDON Sud-Ouest

• **Colloque « La SCI : enjeux patrimoniaux et personnels » - rapport de synthèse** 42

Par Bernard Saintourens, professeur émérite de l'université de Bordeaux

ANALYSE

Mandat social et contrat de travail : les situations de non-cumul 11

Par Deen Gibirila, professeur émérite (université Toulouse 1 Capitole)

CHRONIQUE

Chronique de fiscalité : janvier-décembre 2023 45

Par Olivier Debat, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Toulouse 1 Capitole

Par Mathieu Ferré, avocat, Ey société d'avocats

RJCom

Revue de jurisprudence commerciale

Ancien journal des agrées – 67^e année

Sous la direction scientifique de **Jean-Marie Leloup**, Avocat au Barreau de Paris, ancien Bâtonnier de l'Ordre de Poitiers

Rédaction :

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Perrine Cathalo, Rédactrice en droit des affaires

Commercial

[Chronique] Chronique « Un usage »

Par Fabrice Coletto-Tonicello

Concurrence

[Chronique] Chronique de droit de la concurrence

Par Georges Decocq

Réf. : CJUE, 18 janvier 2024, aff. C-128/21, Lietuvos notarų rūmai et alii **N° Lexbase : A43192EP**

Droit du sport

[Événement] Fédérations sportives : quels statuts pour quelle gouvernance ?

Par Droit et Commerce

Réf. : Soirée-débat du 16 octobre 2023, sous la présidence de Paul-Louis Netter, président du Tribunal de Commerce de Paris et de Antoine Diesbecq, président de l'association Droit et Commerce

Internet

[Chronique] Chronique de droit des nouvelles technologies

Par **Dominique Legeais**

Réf. : CA Paris, 5-6, 30 novembre 2022 n° 20/18749 **N° Lexbase : A64068XK** – CA Douai, 6 juillet 2023, n° 21/06067

N° Lexbase : A455499K

Procédure civile

[Chronique] Chronique de procédure civile et commerciale

Par **Gaëlle Deharo**

Réf. : Cass. com., 24 janvier 2024, n° 22-11.768, F-B **N° Lexbase : A80032GI**

Conseil éditorial :

Alain Dautriat, Juge commissaire au tribunal de commerce de Bobigny

Georges Decocq, Professeur de droit à l'Université Paris-Dauphine, co-directeur du Centre de Recherche Droit Dauphine

Sylvaine Poillot-Peruzzetto, Conseillère à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

Actualité des procédures collectives, n° 8 du 12 avril 2024

Sommaire du numéro

Repère

CONTRATS EN COURS

Conformité du close out netting au principe d'égalité entre les créanciers : la question n'est pas sérieuse !

N° 90 - Par David ROBINE

[Consulter le PDF](#)

Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Le retraité exerçant une activité indépendante relève du livre VI du Code de commerce

N° 91

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Application d'une procédure de surendettement à un entrepreneur retiré

N° 92 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DURÉE DE LA PÉRIODE D'OBSERVATION

Prolongation de la période d'observation de la procédure de redressement judiciaire en l'absence de demande du ministère public

N° 93

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTRATS EN COURS

Dérogation au principe de continuation des contrats en cours pour les opérations sur instruments financiers

N° 94

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DES CRÉANCES

Le créancier omis de la liste de l'article L. 622-6 du Code de commerce mais mentionné a posteriori par le débiteur au mandataire judiciaire peut-il être relevé de forclusion ?

N° 95 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DES CRÉANCES

La créance née pendant l'exécution du plan n'est pas nécessairement une créance postérieure privilégiée dans la nouvelle procédure de liquidation judiciaire consécutive à sa résolution

N° 96

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | DESSAISSEMENT

Ordres de virement antérieurs à la liquidation judiciaire

N° 97

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Accomplissement prolongé d'actes contraires à l'intérêt social excédant la simple négligence

N° 98

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Compétence du tribunal de la procédure collective pour les contestations relatives à une procédure de saisie immobilière ayant pris fin

N° 99

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Compétence exclusive du tribunal de la procédure collective pour les nullités de la période suspecte

N° 100

[Consulter le PDF](#)

Actualité des procédures collectives, n° 9 du 26 avril 2024

Sommaire du numéro

Repère

SALARIÉS

Portabilité : clap de fin, jurisprudentiel

N° 101 - Par Olivier ANFRAY

Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

À propos des pouvoirs du débiteur en l'absence d'administrateur

N° 102 - Par Florent PETIT

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

La plus-value de revente d'un bien adjudgé à un créancier justifie-t-elle une contestation visant à réduire le montant de la créance déclarée ?

N° 103

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCE POSTÉRIEURE

Caractère inutile des charges de copropriété

N° 104

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATIONS

Revendication, tout est dans le titre !

N° 105 - Par Florent PETIT

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATIONS

Revendication d'un véhicule : conflit entre le mandant et l'acquéreur

N° 106

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Portabilité des garanties santé et prévoyance des salariés licenciés en cas de liquidation judiciaire de l'employeur

N° 107

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Distribution du prix d'adjudication au mépris de l'arrêt des voies d'exécution : remboursez !

N° 108

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

L'ancien dirigeant peut être cessionnaire du fonds de commerce de la société qu'il a fondée
N° 109

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Attention à la qualification des garanties souscrites à l'occasion du plan de redressement
N° 110

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Quand le prêteur manque à la parole donnée dans le cadre d'un accord de conciliation : précisions autour de la notion de concours financiers consentis au sens de l'article L. 650-1 du Code de commerce

N° 111 - Par Aïda BENNINI

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS

Loi du 14 février 2022 : application immédiate aux instances en cours

N° 112

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | ÉTAT DU PASSIF

Nécessité d'inviter le créancier à produire des pièces justificatives avant de rejeter une créance, en l'absence de contestation de la part du débiteur

N° 113

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | MESURES DE TRAITEMENT

Constitutionnalité des mesures pouvant être prononcées par la commission de surendettement ou le juge

N° 114

Cahiers de droit de l'entreprise, n° 2 du 01 mars 2024

Sommaire du numéro

Éditorial



COTATION EN BOURSE

Encourager la cotation en Bourse des sociétés, un voeu pieux ?

N° 2 - Par Samia MAOUCHE

[Consulter le PDF](#)

Deux mois déjà



DROIT DES AFFAIRES

Point de départ du délai de prescription de l'action en responsabilité dans un investissement immobilier locatif.

N° 24

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Reporting de durabilité : tout ce que les entreprises cotées doivent savoir.

N° 25

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Étendue du devoir de conseil de l'expert-comptable.

N° 26

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Concurrence : sanction pour restrictions de vente en ligne et à la clientèle professionnelle.

N° 27

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Qualification de l'action de l'agent général d'assurance en paiement de l'indemnité de cessation de fonction.

N° 28

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Feuille de route 2024-2025 de l'Autorité de la concurrence.

N° 29

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Entrave à la mission du commissaire aux comptes : le refus de fournir les pièces nécessaires à sa mission suffit à établir le délit.

N° 30

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Déchéance de marque pour déceptivité : le cédant peut agir contre le cessionnaire à certaines conditions.

N° 31

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Effet de la clause de réserve de propriété sur la confiscation d'un bien dans le cadre d'un contrat de vente.

N° 32

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Rehaussement des seuils comptables et d'audit pour les entreprises pour alléger leurs charges.

N° 33

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Responsabilité du maître de l'ouvrage : appréciation du préjudice du sous-traitant agréé et accepté mais ne bénéficiant pas d'une garantie de paiement.

N° 34

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

L'option pour l'impôt sur les sociétés des SARL.

N° 35

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Modulation des amendes fiscales : le juge n'a pas à tenir compte de l'impécuniosité du contrevenant.

N° 36

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Tolérance administrative pour l'application de l'aménagement du régime micro-BIC pour les activités de location de meublés de tourisme.

N° 37

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Le crédit d'impôt pour les investissements en faveur de l'industrie verte est entré en vigueur.

N° 38

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Absence de requalification du contrat de travail à temps partiel en contrat à temps complet en cas de dépassement ponctuel non-substantiel de la durée de travail.

N° 39

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Droit de l'employeur à présenter des preuves du temps de travail en l'absence d'un système formel de mesure.

N° 40

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Droit à la preuve de l'employeur : vidéosurveillance des salariés justifiée pour la protection des stocks de l'entreprise.

N° 41

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Ajustement judiciaire possible de la pénalité pour non-respect de la clause de non-concurrence.

N° 42

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Non-respect des accords d'établissement et réparation automatique pour les syndicats.

N° 43

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Transfert d'une entité économique et non-respect du contrat initial.

N° 44

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Reporting de durabilité : tout ce que les entreprises cotées doivent savoir

N° 45 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Feuille de route 2024-2025 de l'Autorité de la concurrence

N° 46 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

Table ronde



DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance à la française, retour d'expériences et enseignements des contentieux

N° 2 - Par Sophie SCEMLA , Charlotte MICHON , Beatrice PARANCE , Pauline MOREAU-AVILA et Lydia MEZIANI

[Consulter le PDF](#)

Dossier



IA

Enjeux & risques juridiques de l'IA

N° 9 - Par Terence CABOT

[Consulter le PDF](#)

FRAUDE FISCALE

Nouveaux instruments de lutte contre la fraude fiscale : le data mining condamne-t-il le système déclaratif ?

N° 10 - Par Maud BERCHU et Jean-Luc MARCHAND

[Consulter le PDF](#)

DIALOGUE SOCIAL

Quel dialogue social d'entreprise face à l'intelligence artificielle ?

N° 11 - Par Amélie D'HEILLY

[Consulter le PDF](#)

DROIT DE LA CONCURRENCE

Intelligence artificielle et droit de la concurrence

N° 12 - Par Pauline DE LANZAC et Carole BOUTILLIER

[Consulter le PDF](#)

PROFESSION D'AVOCAT

L'impact des outils d'IA dans les cabinets d'avocats : de la structure pyramidale à l'obélisque

N° 13 - Par Andréas WEBSTER et Thibaut KAZEMI

[Consulter le PDF](#)

SERVICES PUBLICS

Intelligence artificielle et services publics : quelques règles pour une prise de la décision administrative dite « intelligente » et des garanties pour les administrés

N° 14 - Par Thomas BERNARD et Terence CABOT

[Consulter le PDF](#)

LIBERTÉS PUBLIQUES

L'usage de la vidéoprotection intelligente lors des jeux olympiques et paralympiques de 2024 : une menace pour les libertés ?

N° 15 - Par Victoria PRIEST et TERENCE CABOT

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



DIRECTION GÉNÉRALE | IA

Contraintes et essors du règlement sur l'intelligence artificielle

N° 6 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | FISCALITÉ

Mise en place de l'imposition mondiale minimale en France

N° 7 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE D'UNE SOCIÉTÉ EN FORMATION

Actes accomplis pour le compte d'une société en formation : les conditions de la reprise

N° 8 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | MESSAGERIE PROFESSIONNELLE

Messagerie professionnelle : des propos racistes couverts par la protection de la vie privée

N° 9 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | DATA ACT

Le Data Act : un enjeu majeur pour les entreprises

N° 10 - Par Sihem HASSANI et Patrice NAVARRO

[Consulter le PDF](#)

Contrats Concurrence Consommation, n° 4 du 01 avril 2024

Sommaire du numéro

Alertes



FOCUS | ABUS DE POSITION DOMINANTE

« Ouvrez la cage aux oiseaux » - L'abus de position dominante d'Apple : la sanction atypique d'un écosystème

N° 14 - Par Lauren LEBLON

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EGALIM 3

Entrée en vigueur le 1er mars de l'encadrement des promotions sur certains produits

N° 15

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUBVENTION ÉTRANGÈRE

Règlement relatif aux subventions étrangères : la Commission européenne ouvre une première enquête approfondie

N° 16

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DE TEXTES | CONSOMMATION

Du 5 au 29 février 2024

N° 17

[Consulter le PDF](#)

Études



INFLUENCEUR

Variations autour de la responsabilité solidaire de l'annonceur, de l'influenceur et de leurs mandataires

N° 4 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL et Julie TRAULLÉ

[Consulter le PDF](#)

HÔTELLERIE

Le contrat d'hôtellerie à la lumière de l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux

N° 5 - Par Ralph APAVOU

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CONTRATS | CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE

À propos d'une clause de résiliation anticipée : office du juge en cas de contestation

N° 54

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | VENTE

[Un professionnel qui vend n'est pas nécessairement un vendeur professionnel](#)

N° 55

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | ACTE AUTHENTIQUE

[Acte authentique : un procès-verbal d'huissier ne fait foi jusqu'à inscription de faux que de ce que l'huissier de justice dit avoir personnellement accompli ou constaté, et non de ce qu'il en déduit](#)

N° 56

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

[La plateforme Uber fait-elle une concurrence déloyale aux taxis ?](#)

N° 57 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

[Action du ministre et déséquilibre significatif](#)

N° 58 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE

[Action du ministre et compétence des juridictions française](#)

N° 59 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

[Agent commercial et agent immobilier](#)

N° 60 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

[Rupture brutale et dépendance économique](#)

N° 61 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ABUS DE POSITION DOMINANTE

[Apple sanctionné par la Commission européenne pour des pratiques commerciales déloyales](#)

N° 62 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | MARCHÉS PERTINENTS

[Enfin une nouvelle communication sur la délimitation du marché pertinent](#)

N° 63 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTES

[Nouvelle sanction d'un réseau de distribution par l'Autorité](#)

N° 64 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

[L'Autorité approuve le rachat d'OCS et Orange Studio par Canal Plus](#)

N° 65 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

[Appréciation du caractère abusif d'une clause de dessaisissement contenue dans une convention d'honoraires d'avocat](#)

N° 66 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | SURENDETTEMENT

[Procédure de surendettement et dettes professionnelles : application de la loi nouvelle aux instances en cours](#)

N° 67 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT ET OBLIGATIONS

[Clause de résiliation unilatérale d'un contrat d'enseignement et contrôle du juge](#)

N° 68 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CRÉDIT IMMOBILIER

[Crédit immobilier](#)

N° 69 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Contrats Concurrence Consommation, n° 5 du 01 mai 2024

Sommaire du numéro

Repère



INFLUENCEURS

Difficile articulation entre les droits européen et français des services numériques

N° 4 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCES

Un taux d'un grand intérêt

N° 5 - Par Laurent LEVENEUR

Alertes



FOCUS | CARTEL

Cartel du jambon : la cour d'appel de Paris surveille strictement les critères de détermination de la sanction et les amende de l'Autorité de la concurrence

N° 18 - Par Camille PAULHAC et Juliette HUA

VEILLE | PROPOSITION DE LOI

Revenu digne pour les agriculteurs : l'Assemblée adopte une proposition de loi

N° 19

VEILLE | JEUX EN LIGNE

Révision des CJU des jeux en ligne : suppression de clauses problématiques à la suite de l'intervention de l'ANJ

N° 20

VEILLE DE TEXTES | CONSOMMATION

Du 7 au 20 mars 2024

N° 21

Étude



CLAUDE DE DÉCHÉANCE DU TERME

Tentative de clarification du droit applicable aux clauses de déchéance du terme figurant dans les contrats de crédit immobilier

N° 6 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

CONTRATS | DATE DE L'ACTE SOUS SEING PRIVÉ

Une rare question : la preuve, entre les parties, de la date d'un acte signé mais non daté

N° 70

CONTRATS | INTERDÉPENDANCE CONTRACTUELLE

Une nouvelle illustration de l'interdépendance entre deux contrats

N° 71

CONTRATS | RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

Incendie après installation d'un insert dans une cheminée existante : quelle responsabilité ?

N° 72

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

Cumul d'activités et bénéfice du statut d'agent commercial

N° 73 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

Application du statut à un agent commercial exerçant son activité en dehors de l'Union européenne

N° 74 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

Droit à indemnité : notification par courrier d'avocat

N° 75 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CLAUSE DE NON-CONCURRENCE

Régime du versement de la contrepartie financière de la clause de non-concurrence post-contractuelle en cas de violation temporaire de son obligation par le salarié

N° 76 - Par Hélène AUBRY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

Franchise participative : une voie étroite ouverte au franchisé souhaitant quitter le réseau

N° 77 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

Rupture brutale

N° 78 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONTRÔLE DU DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

Déséquilibre significatif

N° 79 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Conditions générales de vente : refus de communication des CGV

N° 80 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Le concurrentiel tient le sociétaire en échec : de la primauté du droit européen de la concurrence sur le droit français des sociétés dans la détermination de la personne morale civilement responsable des suites d'une pratique anticoncurrentielle

N° 81 - Par Maya-Salomé GARNIER

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

Cour de tonnerre dans l'affaire Illumina GRAIL !

N° 82 - Par David BOSCO

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTES

La Cour de Paris adoucit les sanctions dans l'affaire de la charcuterie

N° 83 - Par David BOSCO

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ABUS DE POSITION DOMINANTE

Une nouvelle sanction de Google dans l'affaire des droits voisins des éditeurs de presse

N° 84 - Par David BOSCO

CONSOMMATION | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Contrat de crédit et formalisme informatif sur les caractéristiques essentielles dans l'encadré obligatoire : évolution jurisprudentielle ?

N° 85 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | CAUTIONNEMENT

Appréciation de la disproportion du cautionnement : quid d'une fiche de renseignements signée postérieurement à l'engagement de caution ?

N° 86 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | TRANSPORT AÉRIEN

Conditions de la licéité du recours au formulaire en ligne pour accepter le bon de voyage à titre de remboursement du prix du vol annulé

N° 87 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | VOYAGE À FORFAIT

Voyage à forfait

N° 88 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | TRANSPORT AÉRIEN

Transport aérien

N° 89 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

Formule



CONTRAT

Prêt : la clause de dispense de mise en demeure en cas de déchéance du terme

N° 4 - Par Anne-Sophie LUCAS-PUGET

[Consulter le PDF](#)

CONTRAT

Prêt : la clause de dispense de mise en demeure en cas de déchéance du terme

N° 5 - Par Anne-Sophie LUCAS-PUGET

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 15 du 15 avril 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

La loi, rien que la loi... toute la loi

N° 477 - Par Isabelle ROME

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | PRISONS

L'OIP en danger

N° 478 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

L'office du juge quant à la recevabilité d'une demande nouvelle devant la cour d'appel de renvoi

N° 479 - Par Nicolas GERBAY

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PREUVE

Charge de la preuve en cas de traite des êtres humains : obligations procédurales des CIVI et des cours d'appel

N° 480

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | DONNÉES PERSONNELLES

Premières recommandations de la CNIL pour un usage de l'IA respectueux des données personnelles

N° 481

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 4 au 10 avril 2024

N° 482

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 25 au 31 mars 2024

N° 483

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

Revirement de jurisprudence pour la péremption d'instance : un retour à la raison prometteur

N° 484 - Par Florian ROGER

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Précisions en matière de comparution de la partie civile au cours de la procédure

N° 485

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 mars au 10 avril 2024

N° 486

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 11 au 24 mars 2024

N° 487

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Une consécration prétorienne du droit d'assistance par avocat tout au long de la procédure pénale ?

N° 488 - Par Antoine BOTTON

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Conditions de détention indignes : quand le contradictoire conduit à la contradiction

N° 489 - Par Virginie PELTIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SUBROGATION PERSONNELLE

La subrogation légale : une transmission limitée du droit de créance

N° 490

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

France 2030 : lancement d'un appel à projets portant sur l'accélération des usages de l'IA générative dans l'économie

N° 491

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 4 au 10 avril 2024

N° 492

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 25 au 31 mars 2024

N° 493

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONDITIONS DE TRAVAIL

Engagement de l'employeur à respecter un délai entre deux restructurations : engagement unilatéral à durée déterminée ou usage

N° 494

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

L'Urssaf s'engage à renforcer encore la conformité des données sociales et la protection des droits des salariés

N° 495

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 4 au 10 avril 2024

N° 496

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 25 au 31 mars 2024

N° 497

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENVIRONNEMENT

Inaction climatique : condamnation de la Suisse par la Cour EDH, qui rejette des recours contre la France et le Portugal

N° 498

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PRÊT À TAUX ZÉRO

La réforme du PTZ est entrée en vigueur ce 1er avril

N° 499

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 4 au 10 avril 2024

N° 500

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 25 au 31 mars 2024

N° 501

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Le recouvrement de l'impôt établi sur le fondement d'une loi rétroactive

N° 502 - Par anastasios PAPAGIANNOULAS

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | LICENCIEMENT

Le risque pénal pour l'employeur, insuffisant à caractériser la faute grave du salarié

N° 503

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

L'insertion professionnelle à la faculté de droit et de science politique de Rennes

N° 504 - Par Virginie VIDALENS

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | MARDI

Le préalable obligatoire de conciliation dans l'accès à la justice des petits litiges civils, en France et en Allemagne

N° 505 - Par Farida KHODRI , Antoine PÉLICAND , Camille COCLY , Hélène CROCHET et Marc VÉRICEL

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | PROCÉDURE PÉNALE

Un avocat invité à quitter l'audience par le président d'une juridiction répressive : la chambre criminelle consacre le droit à l'assistance d'un avocat pour un suspect malgré l'absence de mention explicite de ce droit dans le CPP

N° 506 - Par Clarisse SURIN et Thomas BAUDESSON

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | EN LIGNE

Instagram : suivez les aventures de Sonia et Gabriel, étudiants en droit

N° 507

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | OUVRAGE

3 questions à Jeremy Heymann, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Jean Moulin Lyon 3, directeur du CREDIP (EDIEC : EA 4185)

N° 509

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Rémunération de l'avocat dessaisi : la loi prime sur la convention d'honoraires

N° 510

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Des factures imprécises peuvent conduire le juge à revoir à la baisse des honoraires payés à l'avocat

N° 511

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AIDE JURIDIQUE

Le retrait ultérieur de l'aide juridictionnelle n'affecte pas la suspension du délai pour se pourvoir en cassation

N° 512

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR EDH

Modifications portant sur les mesures provisoires devant la Cour EDH

N° 513

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 17 du 29 avril 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Gourous naturopathes

N° 514 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | OUVRAGE

L'élégance de l'éloquence

N° 515 - Par Alice PHILIPPOT

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | SIMPLIFICATION

Cure d'amaigrissement draconienne en vue pour le Code de commerce

N° 516 - Par Valérie-Laure BENABOU

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | SANTÉ PUBLIQUE

Aide à mourir : le paradoxe de la douleur et du discernement

N° 517 - Par Marc LANDRY et Marie LAMARCHE

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Le principe de responsabilité fondée sur les troubles anormaux du voisinage consacré dans le Code civil

N° 518

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Responsabilité extra-contractuelle : la solution réparatoire due à la victime s'apprécie peu importe son coût pour le responsable du dommage

N° 519

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | MINEURS

Ce qu'il faut retenir des annonces de Gabriel Attal pour lutter contre les violences des mineurs

N° 520

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 11 au 24 avril 2024

N° 521

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 1er au 14 avril 2024

N° 522

[Consulter le PDF](#)

Journal officiel du 11 au 24 avril 2024

N° 523

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 1er au 14 avril 2024

N° 524

[Consulter le PDF](#)

Nouvelles étapes dans la construction de l'autonomie de l'action du ministre de l'Économie en matière de pratiques restrictives de concurrence

N° 525 - Par Cyril NOURISSAT

[Consulter le PDF](#)

La déclaration patrimoniale de la caution : une valeur probatoire à géométrie variable

N° 526 - Par Marie ZAFFAGNINI

[Consulter le PDF](#)

Assurance chômage : l'exécutif reprend la main et annonce que de nouvelles règles s'appliqueront à compter du 1er juillet

N° 527

[Consulter le PDF](#)

Journal officiel du 11 au 24 avril 2024

N° 528

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 1er au 14 avril 2024

N° 529

[Consulter le PDF](#)

Impartialité affirmée, malgré les apparences, de la juridiction administrative

N° 530 - Par Mathieu TOUZEIL-DIVINA

[Consulter le PDF](#)

Entrée en vigueur le 1er mai des nouvelles dispositions relatives aux données essentielles des marchés publics et des contrats de concession

N° 531

[Consulter le PDF](#)

Journal officiel du 11 au 24 avril 2024

N° 532

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 1er au 14 avril 2024

N° 533

[Consulter le PDF](#)

Incompétence des juridictions françaises pour se prononcer sur une demande d'annulation

de la clause d'irresponsabilité du vaccin contre la Covid-19

N° 534 - Par François LICHÈRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Condamnation de l'inaction climatique

N° 535 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DES MAUVAIS TRAITEMENTS

Conditions de vie indignes des harkis

N° 536 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROCÉDURE

La portée (limitée) du principe d'équivalence pour les voies procédurales nationales

N° 537 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES DONNÉES

Violation du RGPD et exigence d'un préjudice démontré

N° 538 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | UNION EUROPÉENNE

La loi DDADUE 2024 est publiée

N° 539

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | APPEL

Dysfonctionnements informatiques et force majeure

N° 540 - Par Christine BLONDEL-ANGEBAULT

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

La faculté de droit et d'économie de la Martinique : entre ancrage territorial et ouverture sur le monde Amériques-Caraïbe

N° 541 - Par Gilles JOSEPH et Karine GALY

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | PROTECTION DES MINEURS

Protection des enfants victimes et co-victimes de violences conjugales, quelles avancées ?

N° 542 - Par Eudoxie GALLARDO

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal et procédure pénale

N° 543 - Par Jacques-Henri ROBERT , Charlotte CLAVERIE-ROUSSET , Stéphane DETRAZ et Jacques LEROY

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | DROIT INTERNATIONAL

Retour sur la première semaine franco-thaïlandaise du droit et de la justice. - Un moment fort de coopération juridique

N° 544 - Par Jean-François REDONNET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

Regards historiques sur les évolutions de la justice

N° 545 - Par Philippe NÉLIDOFF

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | EGALITÉ HOMMES-FEMMES

Nuit des Relais de la Fondation des Femmes et Jeux olympiques féministes

N° 546

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE

Des garanties procédurales contre les procédures-baillons dans l'UE

N° 547

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

La Conférence des bâtonniers contre le legal privilege des juristes d'entreprise

N° 548

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Procédure disciplinaire applicable aux avocats

N° 549

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Le CNB soutient la codification du droit international privé

N° 550

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

CAPA : le CNB propose que le master 2 soit exigé

N° 551

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | TRAVAIL

Pour un meilleur équilibre vie professionnelle-vie personnelle : le CESE avance des pistes

N° 552

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 16 du 18 avril 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

ENTREPRISE

3 QUESTIONS - « Greenwashing » : le cadre normatif européen se précise

N° 340 - Par Étienne KOWALSKI et Jean CAPPELIÉ

[Consulter le PDF](#)

FRAUDE FISCALE

L'IA comme outil de lutte contre fraude : un rapport sénatorial identifie « trois priorités pour avancer »

N° 341

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Tintin en droit. Regards de juristes sur Les Aventures de Tintin

N° 342

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Cahiers de droit de l'entreprise

N° 343

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Hausse du contentieux devant la CJUE

N° 344

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | ENTREPRISE

Rapport 2023 du Haut Comité de gouvernement d'entreprise

N° 345 - Par Benoît MARPEAU et Théo DAMOUR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Exercice illégal de l'activité de conseil en investissements financiers : précisions sur le lien de causalité

N° 346

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

« Durcissement modéré » des conditions de financement pour les entreprises de la zone

euro au premier trimestre 2024

N° 347

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Systèmes de notation : l'Autorité de la concurrence consulte jusqu'au 15 mai dans le cadre de la préparation d'un avis

N° 348

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Renouvellement pour cinq ans de la commission de labellisation du label diversité

N° 349

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Contrat de bail en l'état futur d'achèvement : un danger mortel

N° 350

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

France 2030 : lancement d'un appel à projets portant sur l'accélération des usages de l'IA générative dans l'économie

N° 351

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE

L'office du juge quant à la recevabilité d'une demande nouvelle devant la cour d'appel de renvoi

N° 352

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CIVILE

Le principe de responsabilité fondée sur les troubles anormaux du voisinage consacré dans le Code civil

N° 353

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORTS

JOP 2024 : un site pour aider les professionnels à anticiper leurs déplacements et la livraison de marchandises

N° 354

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONGÉS

Acquisition de congés pendant les arrêts maladie : adoption du projet de loi rendant le droit français conforme au droit de l'Union

N° 355

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Montant de l'aide financière pour les entreprises adaptées utilisant le CDD « Tremplin »

N° 356

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | GRÈVE

Continuité du service public de transports et droit de grève : proposition de loi adoptée par le Sénat

N° 357

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | NÉGOCIATION COLLECTIVE

« Pacte de la vie au travail » : la négociation débouche sur un texte qu'aucun syndicat ne

[devrait signer](#)

N° 358

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[La proposition de loi visant à réformer l'accès aux prestations sociales des étrangers est contraire à la Constitution](#)

N° 359

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[BSPCE : précisions relatives à la fixation du prix d'acquisition des titres acquis en exercice des bons](#)

N° 360

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Exonération partielle de DMTG en cas de transmission d'entreprises agricoles : assouplissement des obligations déclaratives](#)

N° 361

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMMOBILIER

[La réforme du PTZ est entrée en vigueur ce 1er avril](#)

N° 362

[Consulter le PDF](#)

[Études et commentaires](#)



AFFAIRES | SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE

[Que peut-on demander à une assemblée générale ?](#)

N° 1107 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

[Le droit de repentir de l'héritier ayant demandé à être agréé comme associé](#)

N° 1108 - Par Cédric LATIL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCILIATION

[Clarification à propos des délais de grâce et voies de recours dans le cadre de la conciliation](#)

N° 1109 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTENTIEUX

[Les limites à l'exécution en France de commissions rogatoires diligentées sur le fondement de la convention de La Haye du 18 mars 1970](#)

N° 1110 - Par Émilie VASSEUR , Florent TESTUD et Jacob DOUDS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ARBITRAGE

[Le juge d'appui ne peut nommer qu'une personne physique en qualité d'arbitre](#)

N° 1111 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT DE VENTE

[Garantie des vices cachés : encore le délai pour agir et la présomption de connaissance des vices...](#)

N° 1112 - Par Nicolas DUPONT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

Garantie des pertes d'exploitation et Covid-19 : cette fois, la clause d'exclusion n'est pas formelle... ou quand les traiteurs sont mieux traités que les restaurateurs

N° 1113 - Par Antoine TOUZAIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Droit du travail

N° 1114 - Par Bernard TEYSSIÉ , Bernard BOSSU , Lydie DAUXERRE , Emeric JEANSEN et Yannick PAGNERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | GROUPE DE SOCIÉTÉS

Aide d'une société à ses filiales

N° 1115 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 17 du 25 avril 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

BANQUE

3 QUESTIONS - Les particularités du droit bancaire polynésien

N° 363 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

MARCHÉ FINANCIER

Propositions de l'AFG pour l'Union des marchés de capitaux

N° 364

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

L'homologation en droit privé

N° 365

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

L'indemnisation chômage

N° 366

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Cumul emploi-études

N° 367

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | BANQUE

Lignes directrices finales de l'ABE sur l'application du test de capital du groupe pour les groupes d'entreprises d'investissement

N° 368

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Panorama de la compliance et éthique des affaires - ce qui s'est passé à l'international

N° 369

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Directive CSRD : les députés européens entérinent le report de normes de durabilité pour certaines entreprises

N° 370

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

[Pouvoir adjudicateur : autonomie et contrôle](#)

N° 371

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

[Quand la révélation des « attentes de l'administration » conduit à identifier une volonté de favoriser le candidat reçu lors d'une procédure d'appel d'offres](#)

N° 372

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | UNION EUROPÉENNE

[Le Parlement européen approuve la réforme du marché de l'électricité](#)

N° 373

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Permis unique de séjour et de travail : adoption définitive de la nouvelle directive](#)

N° 374

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Retraite complémentaire Agirc-Arrco : extension et élargissement des avenants 16 à 19 à l'ANI du 17 novembre 2017](#)

N° 375

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

[ISF : date de constat du passif](#)

N° 376

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURE FISCALE

[Assistance mutuelle au recouvrement : répartition des compétences](#)

N° 377

[Consulter le PDF](#)

[Études et commentaires](#)



AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires des entreprises](#)

N° 1116 - Par Philippe PÉTEL et Adrien TEHRANI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Dans quelle mesure un banquier peut-il être déclaré responsable en cas d'octroi d'un prêt de consolidation consenti dans des conditions méconnaissant ses engagements contractuels acceptés dans le protocole de conciliation ?](#)

N° 1117 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

[Plan de cession : obligation de restitution des quotas du cessionnaire de l'exploitation](#)

N° 1118 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

[La charge de la preuve du point de départ du délai de prescription incombe au débiteur](#)

N° 1119 - Par Akram EL MEJRI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

L'action en forclusion par tolérance

N° 1120 - Par Jonathan ELKAIM

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Les actions en responsabilité contre le directeur de l'INPI sont soumises aux règles du Code de procédure civile

N° 1121 - Par Stephen ALMASEANU

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

URSSAF et solidarité financière : quelle procédure ?

N° 1122 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Un nouveau crédit d'impôt pour la filière de production de l'énergie « verte »

N° 1123 - Par Grégory BENTEUX , Emmanuelle FÉNA-LAGUENY et Sarah MARGUERIE

[Consulter le PDF](#)

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 2 du 15 avril 2024

Sommaire du numéro

Éditorial

SLAPP

La protection en question (suite et non fin)

N° 43 - Par Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

Actualités

FOCUS | DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE

Directive européenne sur le devoir de vigilance

N° 44 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

Signature d'une CJIP par trois entreprises du BTP à la suite d'une enquête pour corruption d'agents publics

N° 45

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

Présentation du rapport relatif à la future loi de simplification de la vie économique

N° 46

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RAPPORT

Publication d'un rapport faisant un bilan concernant l'index égalité professionnelle

N° 47

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CLASSEMENT ETHISPHERE

Quatre entreprises françaises parmi les 136 entreprises les plus éthiques du dernier classement Ethisphere

N° 48

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

Bilan de l'AFA dressé par sa directrice

N° 49

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTUDE SUR LE NOMBRE D'ATTEINTES À LA PROBITÉ

Publication d'une nouvelle étude sur le nombre d'atteintes à la probité enregistrées en

2023

N° 50

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

[Publication par l'AFA de son guide pratique sur les opérations de parrainage et de mécénat](#)

N° 51

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

[Les Émirats arabes unis bientôt retirés de la liste des pays à haut risque en matière de blanchiment](#)

N° 52

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ADOPTION

[Adoption d'une directive harmonisant la pénalisation des sanctions européennes par les États membres](#)

N° 53

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROPOSITION

[Proposition par la Commission des affaires politiques du Conseil de l'Europe de reconstruction de l'Ukraine avec les avoirs russes saisis](#)

N° 54

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PAQUET DE SANCTIONS

[Adoption d'un 13e paquet de sanctions à l'encontre de la Russie](#)

N° 55

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

[Adoption par le Conseil de l'Union européenne d'une proposition de directive relative aux pratiques commerciales trompeuses](#)

N° 56

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SANCTIONS

[Entrée en vigueur prochaine des sanctions en matière de non réexportation vers la Russie](#)

N° 57

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

[Australie : nouvelle législation adoptée par le Sénat contre la corruption à l'étranger](#)

N° 58

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BRÉSIL

[Brésil : ouverture d'une enquête contre Transparency International par la Cour suprême brésilienne](#)

N° 59

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DJO

[États-Unis/Royaume-Uni : mise en place à venir par le DJO et le SFO de nouveaux programmes de rémunération des lanceurs d'alerte](#)

N° 60

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

[États-Unis : adoption de nouvelles sanctions contre la Russie à la suite du décès d'Alexey Navalny](#)

N° 61

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : bilan des sanctions pour corruption imposées par les autorités américaines en 2023

N° 62

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : Boeing sanctionné pour des violations à l'exportation

N° 63

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Monde : publication par Transparency International de son indice de perception de la corruption 2023

N° 64

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUISSE

Suisse : mise en oeuvre de certaines mesures du 12e paquet de sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie

N° 65

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUISSE

Suisse : selon une étude de l'ONG TI Suisse, un tiers des entreprises suisses verseraient des pots-de-vin à l'étranger

N° 66 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

Plan de vigilance - Ajout des risques liés à la déforestation

N° 67

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance - 1res audiences devant la chambre spécialisée de la cour d'appel de Paris

N° 68

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMF

AMF - Guide pédagogique à destination des entreprises pour rendre compte de leur plan de transition climatique

N° 69

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Reporting extra-financier - Report des normes sectorielles et pour les pays tiers

N° 70

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

Salaires vitaux - Adoption d'un accord par l'Organisation internationale du travail

N° 71 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

Chronique



Developments in EU Sanctions & Export Controls

N° 72 - Par Jan DUNIN-WASOWICZ , Nicolas BURNICHON et Anita MAKLAKOVA

[Consulter le PDF](#)

Études



GESTION DES RISQUES

La gestion du risque juridique dans les zones de conflit

N° 73 - Par Cecilia PECHMEZE et Salomé LEMASSON

[Consulter le PDF](#)

PROGRAMME DE CONFORMITÉ

La compliance au coeur de l'affaire Binance

N° 74 - Par Blanche BALIAN

[Consulter le PDF](#)

ANTICORRUPTION

US DOJ's Newest Tool in the Fight Against Corruption: FEPA

N° 75 - Par Kathleen MCGOVERN et Tamara ROZINA

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance et les premières décisions judiciaires de procédure : l'obligation de dialogue imposée par les juges aux parties n'est pas une idée tombée du ciel !

N° 76 - Par Dr. Reagan INTOLE

[Consulter le PDF](#)

GREENWASHING

Face au greenwashing, l'UE trace les lignes d'une communication commerciale loyale

N° 77 - Par Eric RUSSO et Sophie DE SEVIN

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



MAROC

Obligations des sociétés marocaines en matière de Compliance : état du droit positif marocain et impacts de la réglementation française en la matière

N° 78 - Par Chloé JOACHIM DE LARIVIÈRE , Sophie SCEMLA , Constance HOLMAN et Diane PAILLOT DE MONTABERT

[Consulter le PDF](#)

À la une

Délit de gestion irrégulière de déchets

note par Stéphane DETRAZ sous Cass. crim., 6 févr. 2024

Le délit de gestion irrégulière de déchets peut être reproché au chef de chantier et au maire qui omettent d'organiser de manière satisfaisante l'évacuation du béton et de la ferraille issus des travaux de construction réalisés sur un terrain appartenant à la commune.



© Zsolt Biczó_AdoheStock

Technique

Fiscalité des capitaux-décès au dénouement d'un contrat d'assurance-vie

par Hervé ZAPF

Doctrine

Obligation de transparence : prêts en francs suisses, résidences-services et honoraires d'avocat, même combat !

étude par Xavier HENRY

Jurisprudence

Propriété, possession et prescription concernant l'immeuble irrégulièrement construit

note par Patrick BOUATHONG sous Cass. 3^e civ., 15 févr. 2024

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Soraya AMRANI-MEKKI

Agrégée des facultés de droit, directrice de la spécialité Contentieux économique et Arbitrage à l'École de droit de Sciences Po Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Jean-François BEYNEL, Corinne BLÉRY, Nathalie BOURGEOIS-DE RYCK, Thibault GOUJON-BETHAN, Thomas Habu GROUD, Florence GUERRE, Marilyn GUEZ, Harold HERMAN, Nicolas HOFFSCHIR, Mehdi KEBIR, Ludovic LAUVERGNAT, Lucie MAYER, Vincent ORIF, Martin PLISSONNIER, Noémie REICHLING et Vincent ÉGÉA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL462i6 ■ *Legal privilege* : la commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté la PPL Terlier 3
- GPL462e2 ■ CAPA : le master 2 devra avoir été obtenu avant l'inscription à l'examen 5
- GPL462i3 ■ Narcotrafic : le CSM soutient les magistrats marseillais face au garde des Sceaux 7
- GPL461u3 ■ Harcèlement et discrimination : « la profession d'avocat n'est pas imperméable à ce type de pratiques »
entretien avec Talissa FERRER-BARBIERI 8


Technique

- GPL461p0 ■ Fiscalité des capitaux-décès au dénouement d'un contrat d'assurance-vie
par Hervé ZAPP 10

Doctrine

- GPL461d8 ■ Obligation de transparence : prêts en francs suisses, résidences-services et honoraires d'avocat, même combat !
étude par Xavier HENRY 13

Jurisprudence

- GPL460j9 ■ Délit de gestion irrégulière de déchets
note par Stéphane DETRAZ sous Cass. crim., 6 févr. 2024 17
- GPL460z9 ■ Propriété, possession et prescription concernant l'immeuble irrégulièrement construit
note par Patrick BOUATHONG sous Cass. 3^e civ., 15 févr. 2024 21
- GPL461p4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 25
- GPL460w5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 28
- GPL461o3 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH
par Catherine BERLAUD 31
- GPL462g1 ■ Chronique de jurisprudence de la CEDH
par Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA <https://lext.so/GPL462g1> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL461x9 ■ Laurence Boucherat-Heresztyn, bâtonnière du barreau de Brive 32

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

Sous la responsabilité scientifique de
Soraya AMRANI-MEKKI

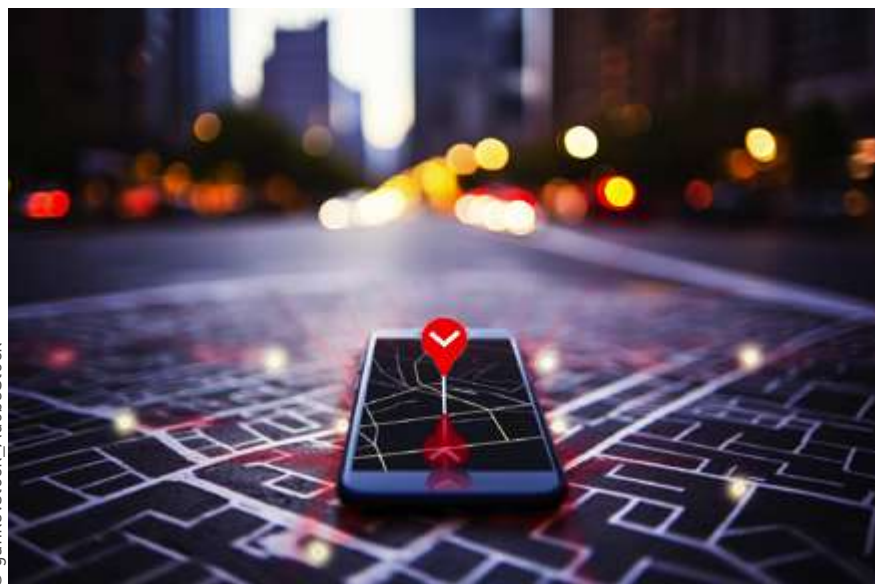
33

À la une

Inconventionnalité de la géolocalisation par accès aux données de connexion : les enquêteurs balisent

note par Jean-Baptiste THIERRY sous Cass. crim., 27 févr. 2024

La Cour de cassation applique à la géolocalisation d'un téléphone les exigences tirées du droit de l'Union européenne relatives à l'accès aux données de connexion et confirme que, bien qu'irrégulière en l'état du droit, une telle géolocalisation peut difficilement être annulée.



© gankeystock_AdobeStock

Technique

Les avocats à l'assaut de l'intelligence artificielle

par Anna LOUBIÈRE et Olivia ROCHE

Doctrine

Le nouvel encadrement des allégations environnementales par le droit européen : un changement de paradigme dans la lutte contre le greenwashing

note par Clémentine BALDON sous PE et Cons. UE, dir. n° 2024/825, 28 févr. 2024

Jurisprudence

Délais de recours devant les juridictions judiciaires : la prescription extinctive, garantie suffisante de la sécurité juridique

note par Clément BIZET sous Cass. ass. plén., 8 mars 2024 (2 arrêts)

Gazette Spécialisée

DROIT DES BAUX COMMERCIAUX

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Jehan-Denis BARBIER

Avocat au barreau de Paris, cabinet Barbier-Associés

• Charles-Édouard BRAULT

Avocat au barreau de Paris, cabinet Brault & Associés

• André JACQUIN

Avocat au barreau de Paris, cabinet Jacquin-Maruani Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Romain AUBESSARD, Sabine CHASTAGNIER, Rémy CONSEIL, Olivier JACQUIN et Morgane OJALVO DÉNIEL



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,

sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL462j7 ■ La Défenseure des droits invite les avocats à travailler toujours plus ensemble 3
- GPL462g6 ■ Contrôles anti-blanchiment : vers un dispositif national mutualisé 5
- GPL461u9 ■ « Il faut que notre profession se montre à la hauteur » entretien avec Benoît SANTOIRE 7
- GPL462f3 ■ Faut-il changer la définition du crime de viol ? libres propos par Bruno BLANQUER 9



Technique

- GPL462r1 ■ Les avocats à l'assaut de l'intelligence artificielle par Anna LOUBIÈRE et Olivia ROCHE 12

Doctrine

- GPL462h5 ■ Le nouvel encadrement des allégations environnementales par le droit européen : un changement de paradigme dans la lutte contre le greenwashing note par Clémentine BALDON sous PE et Cons. UE, dir. n° 2024/825, 28 févr. 2024 15

Jurisprudence

- GPL462r2 ■ Délais de recours devant les juridictions judiciaires : la prescription extinctive, garantie suffisante de la sécurité juridique note par Clément BIZET sous Cass. ass. plén., 8 mars 2024 (2 arrêts) 20
- GPL462p0 ■ Inconventionnalité de la géolocalisation par accès aux données de connexion : les enquêteurs balisent note par Jean-Baptiste THIERRY sous Cass. crim., 27 févr. 2024 23
- GPL462f5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 26
- GPL462j4 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 29
- GPL462e4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Catherine BERLAUD 32
- GPL461m6 ■ **NOUVEAU** Panorama de jurisprudence de la cour d'appel d'Aix-en-Provence sous la coordination scientifique de Muriel GIACOPELLI, Philippe SILVAN et Emmanuelle BONIFAY <https://lext.so/GPL461m6> 
- GPL461p3 ■ Chronique de jurisprudence de droit des sûretés par Christophe ALBIGES et Marie-Pierre DUMONT <https://lext.so/GPL461p3> 

Gazette Spécialisée

DROIT DES BAUX COMMERCIAUX 33

Sous la responsabilité scientifique de

Jehan-Denis BARBIER, Charles-Édouard BRAULT et André JACQUIN

DOCTRINE

La décision du Conseil constitutionnel relative à la loi sur l'immigration

Florence Chaltiel

Dynamiques criminologiques et appréhension du féminicide

Anne-Blandine Caire et Margaux Camous

JURISPRUDENCE

L'indivisibilité juridique dans les ensembles contractuels : l'article 1186 du Code civil, un coup d'épée dans l'eau (Cass. com., 10 janv. 2024, n° 22-20466)

Gwendoline Lardeux

Revirement de jurisprudence en matière d'admission de la preuve déloyale : la fin justifie-t-elle les moyens ? (Cass. ass. plén., 22 déc. 2023, n° 20-20648)

Laurent Bernet

PRATIQUE

Les défis et opportunités de la numérisation des RH à l'ère numérique

Béatrice Renard Marsili

DOCTRINE

LPA202z9 La décision du Conseil constitutionnel relative à la loi sur l'immigration PAGE 5

Florence Chaltiel

276 paragraphes : c'est le nombre correspondant à la décision du Conseil constitutionnel relative à la loi sur l'immigration, censurant 32 articles comme étant des « cavaliers législatifs », 2 articles sur le fond et décidant de 2 réserves d'interprétation. Le nombre inédit de cavaliers censurés appelle une réflexion sur le lien entre le titre d'une loi, son objet et le détail de ses dispositions.

LPA202z5 Dynamiques criminologiques et appréhension du féminicide PAGE 13

Anne-Blandine Caire et Margaux Camous

Les 26 et 27 janvier 2024 a eu lieu à Paris le 39^e Congrès de l'Association française de criminologie, consacré aux savoirs criminologiques et aux pratiques professionnelles. Nous y avons évoqué la question des dynamiques criminologiques et de l'appréhension du féminicide. À cette occasion, nous avons soutenu la thèse selon laquelle l'influence de ces dynamiques se fait nettement sentir sur les pratiques professionnelles mais mériterait d'être plus importante d'un point de vue législatif. La consécration de l'incrimination de féminicide dans le Code pénal aurait d'une part des répercussions d'ordre symbolique, au niveau du vivre-ensemble et des valeurs portées par le législateur, d'autre part, des conséquences positives quant à la prévention des violences faites aux femmes.

LPA202y8 La proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques PAGE 24

Jean-Claude Zarka

La proposition de loi encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques a été votée à une large majorité par l'Assemblée nationale, le 1^{er} février 2024. Elle permet de mieux encadrer le recours aux cabinets de conseil privés par les administrations. Elle renforce les exigences déontologiques imposées aux cabinets de conseil et aux consultants et attribue de nouveaux pouvoirs à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

LPA202y7 Gel des avoirs et banques : présentation générale PAGE 29

Jérôme Lasserre Capdeville

Il n'est pas rare que les médias évoquent la mise en œuvre de mesures de gel des avoirs à l'encontre de certaines personnes physiques ou morales, notamment en matière de lutte contre le terrorisme. Mais de quoi s'agit-il exactement ? Que prévoit le droit applicable en la matière ? Plus précisément encore, quelles obligations pèsent sur les établissements de crédit en la matière ? Cette contribution cherche à répondre, d'une façon synthétique, à ces différentes interrogations.

LPA202y2 La valse-hésitation de la réforme de la majoration forfaitaire de la cotisation AT/MP pour accidents récurrents dans les petites entreprises PAGE 38

Philippe Mélin

Un pas en avant, un pas en arrière... Un récent décret vient de sonner le glas d'une réforme attendue concernant la tarification AT/MP des petites entreprises sujettes à une forte accidentalité.

JURISPRUDENCE

LPA203a1 Le régime fiscal des BSPCE est amélioré : ils sont finalement éligibles au sursis d'imposition PAGE 44

Christophe Gerschel et Pierrick Bouchard

CE, 5 févr. 2024, n° 476309

La doctrine de l'administration fiscale en matière de BSPCE est mise à l'épreuve par le Conseil d'État depuis quelques mois. Par cette décision, la haute juridiction administrative admet le bénéfice du régime du sursis d'imposition lors de l'apport de titres issus de l'exercice de BSPCE.

LPA203a0 **Preuve par expertise amiable et distinction de la fausse déclaration du risque et de la déchéance de garantie après sinistre**

PAGE 46

David Noguéro

Cass. 2^e civ., 21 sept. 2023, n° 22-10698 – Cass. 2^e civ., 12 oct. 2023, n° 22-11103

Pour appliquer une déchéance de garantie en assurance automobile, le juge ne peut se fonder exclusivement sur une expertise non judiciaire dont il est constant qu'elle a été réalisée à la demande de l'une des parties, ici l'assureur, au regard du principe de la contradiction. Lorsque le juge retient l'existence de fausses déclarations de mauvaise foi sur le sinistre et non sur le risque, il viole par fausse application l'article L. 113-8 du Code des assurances en appliquant la nullité du contrat d'assurance pour justifier le refus d'indemnisation après sinistre déclaré.

LPA202z6 **L'assouplissement bienvenu des conditions de reprise d'un acte par une société en formation**

PAGE 50

Henri Leyrat

Cass. com., 29 nov. 2023, n° 22-12865 – Cass. com., 29 nov. 2023, n° 22-18295 –

Cass. com., 29 nov. 2023, n° 22-21623

La reprise des actes par une société en formation fait l'objet d'un contentieux abondant. Dans trois décisions récentes, la Cour de cassation assouplit les conditions de reprise des actes en question. Celle-ci n'est plus obligatoirement subordonnée à l'accomplissement de l'acte « au nom » ou « pour le compte » de la société en formation.

LPA202z3 **L'indivisibilité juridique dans les ensembles contractuels : l'article 1186 du Code civil, un coup d'épée dans l'eau**

PAGE 53

Gwendoline Lardeux

Cass. com., 10 janv. 2024, n° 22-20466

La codification civile suppose de dominer le sens du compromis. L'article 1186 du Code civil semblait répondre à cette exigence qui, en matière de caducité dans les ensembles contractuels, ménageait les approches objective et subjective de l'indivisibilité des contrats « nécessaire[s] à la réalisation d'une même opération ». Mais l'ambiguïté du texte faisait plutôt craindre qu'il ne soit insuffisant à mettre un terme aux incertitudes de la jurisprudence en la matière. L'arrêt rendu par la chambre commerciale le 10 janvier 2024 confirme ainsi que le sort à réserver aux contrats formant une seule opération économique en cas de disparition de l'un d'eux reste entre les mains des juges.

LPA202z0 **L'option de souscription ou d'achat d'actions forme des biens propres par nature lorsque l'option est levée avant la dissolution de la communauté**

PAGE 58

Paul-Ludovic Niel et Manon Santolin

Cass. 1^{er} civ., 25 oct. 2023, n° 21-23139

Il résulte des articles 1401, 1404 et 1589 du Code civil et de l'article L. 225-183, alinéa 2, du Code de commerce que si les droits résultant de l'attribution, pendant le mariage, à un époux commun en biens, d'une option de souscription ou d'achat d'actions forment des biens propres par nature, les actions acquises par l'exercice de ces droits entrent dans la communauté lorsque l'option est levée avant sa dissolution.

LPA202y9 **Revirement de jurisprudence en matière d'admission de la preuve déloyale : la fin justifie-t-elle les moyens ?**

PAGE 63

Laurent Bernet

Cass. ass. plén., 22 déc. 2023, n° 20-20648

Par un arrêt majeur du 22 décembre 2023, l'assemblée plénière de la Cour de cassation, révisant sa doctrine sur la recevabilité de la preuve obtenue de manière déloyale, invite désormais le juge à évaluer si une telle preuve est indispensable à l'exercice du droit à la preuve et si l'atteinte à l'équité du procès ou aux droits antinomiques des parties demeure proportionnée. Un tel arrêt invite à s'interroger sur ce que sera demain l'équilibre entre quête de vérité et droits concurrents et sur l'impact que la nouvelle jurisprudence risque d'avoir dans les pratiques judiciaires.

LPA202y5 **Le crédit-bailleur qui n'obtient pas la restitution du matériel loué commet-il une faute privant la caution d'un droit préférentiel ?**

PAGE 66

Théo Visciano

Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-13823

L'exercice de l'action en restitution du matériel loué prévue par l'article L. 624-10 du Code de commerce n'est qu'une faculté pour le crédit-bailleur. Néanmoins, lorsque ce dernier bénéficie également d'un cautionnement, il commet une faute au sens de l'article 2314 du Code civil si, s'abstenant d'obtenir la restitution du matériel, il a privé la caution d'un droit qui pouvait lui profiter.

LPA202y4 **Compétence exclusive des tribunaux de commerce et dérogation à l'exclusivité de cette compétence**

PAGE 70

Deen Gibirila

Cass. com., 20 déc. 2023, n° 22-11185

Il n'est dérogé à la compétence exclusive des tribunaux de commerce pour connaître des contestations relatives aux sociétés commerciales que dans l'hypothèse où celles-ci mettent en cause une personne non commerçante qui est extérieure au pacte social et n'appartient pas aux organes de la société, auquel cas cette personne dispose du choix de saisir le tribunal civil ou le tribunal de commerce. Il en résulte que, lorsqu'un litige oppose le dirigeant ou un autre mandataire social ou l'associé d'une société commerciale à cette société ou à un autre de ses associés ou de ses mandataires sociaux et porte sur une contestation relative à cette société commerciale, il relève de la compétence exclusive du tribunal de commerce.

LPA202y3 **L'impossible renonciation à la condition défaillie... encore et toujours !**

PAGE 74

Anne-Catherine Richter

Cass. soc., 29 nov. 2023, n° 22-11398

Confrontée une nouvelle fois à la question de la renonciation à la condition défaillie, la chambre sociale de la Cour de cassation affirme très clairement son impossibilité, qu'elle fonde sur la caducité, automatique, du contrat. La portée de la solution, du reste en accord avec l'article 1304-4 du Code civil issu de la réforme du droit des contrats, reste toutefois incertaine.

LPA202y1 **Les effets de l'insaisissabilité de la résidence principale après la clôture de la procédure collective pour insuffisance d'actif**

PAGE 78

Véronique Legrand

Cass. com., 13 déc. 2023, n° 22-19749 – Cass. com., 13 déc. 2023, n° 22-16752

Il est acquis désormais que le créancier auquel l'insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur est inopposable ne perd pas son droit d'agir sur l'immeuble pendant la procédure collective de son débiteur. Mais la jurisprudence n'avait encore jamais répondu clairement à la question de savoir si ce droit perdure malgré la clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif. Deux arrêts rendus le même jour par la chambre commerciale donnent une réponse positive à cette question.

LPA202y0 **Notion d'« extension d'une construction existante » dans les PLU : quels sont les critères d'appréciation ?**

PAGE 82

Olivier Le Bot

CE, 1^{re}-4^e ch. réunies, 9 nov. 2023, n° 469300

Lorsque le règlement d'un plan local d'urbanisme ne précise pas, comme il lui est loisible de le faire, si la notion d'« extension d'une construction existante », lorsqu'il s'y réfère, comporte une limitation quant aux dimensions d'une telle extension, celle-ci doit, en principe, s'entendre d'un agrandissement de la construction existante présentant, outre un lien physique et fonctionnel avec elle, des dimensions inférieures à celle-ci.

LPA202x9 Dol dans la vente conclue entre deux sociétés représentées par le même gérant : la Cour persiste et précise le régime de l'action en responsabilité

PAGE 85

John-Matthieu Chandler

Cass. com., 14 nov. 2023, n° 21-19146

La présente décision confirme implicitement qu'une société peut se prévaloir d'un dol commis par une autre, alors même qu'elles étaient toutes deux représentées à l'acte par le même dirigeant. Dans ce cas, le dol constitue une faute séparable permettant à la société victime d'agir contre le dirigeant de la SCI vendresse. L'action en responsabilité est enfermée dans le délai de prescription quinquennal prévu par l'article 2224 du Code civil.

En prenant des libertés avec la conception classique du dol, la Cour de cassation montre une ferme volonté de sanctionner quoi qu'il en coûte le dirigeant/double représentant, qui se serait laissé aller à trancher un conflit d'intérêts au détriment de l'une des sociétés qu'il représente.

PRATIQUE

LPA202y6 Les défis et opportunités de la numérisation des RH à l'ère numérique

PAGE 90

Béatrice Renard Marsili

Au-delà de la révolution technologique, la digitalisation des ressources humaines comporte des enjeux humains et stratégiques qui redéfinissent le monde du travail. Quels sont les avantages et les inconvénients de cette numérisation ? Quels sont les risques et les précautions à prendre ?

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
redaction@lextenso.fr

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DROIT COMMUN

**Pas de sanction pour le minoritaire refusant abusivement
de ratifier un acte irrégulier de la gérance** → PAGE 7

Dominique SCHMIDT

FUSIONS ACQUISITIONS

**Les infractions au droit de la concurrence face aux apports
partiels d'actifs** → PAGE 40

Hervé LE NABASQUE

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

**L'obligation de loyauté du dirigeant envers la société et ses autres
organes de gouvernance** → PAGE 20

Bertrand FAGES

**Révocation des dirigeants de SAS : la jurisprudence indemnise
les abus avec modération** → PAGE 24

Pierre-Louis PÉRIN

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJS203a4 • **Le droit des sociétés, le juge et la minorité** 5
Brèves observations sur la jurisprudence récente
Alain COURET

DROIT COMMUN

- BJS202z4 • **Pas de sanction pour le minoritaire refusant abusivement de ratifier un acte irrégulier de la gérance** 7
Dominique SCHMIDT – Cass. com., 13 mars 2024, n° 22-13764, FS–B
- BJS202x6 • **Expertise *in futurum* : cession d'actif et atteinte à l'intérêt social** 10
Guilhem GIL – CA Toulouse, 3^e ch., 31 janv. 2024, n° 22/00057
- BJS202z2 • **Vaines tentatives de remise en cause d'une garantie de passif** 13
Thibaut MASSART – CA Aix-en-Provence, 3-4, 8 févr. 2024, n° 20/04803

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS202z1 • **Les droits de vote multiples ne font pas des actions ordinaires des actions sans droit de vote** 16
Hervé LE NABASQUE – Cass. com., 13 mars 2024, n° 22-12205, F–B
- BJS203a6 • **L'obligation de loyauté du dirigeant envers la société et ses autres organes de gouvernance** 20
Bertrand FAGES – Cass. com., 20 mars 2024, n° 23-14824, F–D
- BJS202z8 • **Qualification juridique du président d'un conseil de surveillance d'une SAS** 21
Michel GERMAIN – Cass. 2^e civ., 1^{er} févr. 2024, n° 21-25175, F–D
- BJS202y8 • **Révocation des dirigeants de SAS : la jurisprudence indemnise les abus avec modération** 24
Pierre-Louis PÉRIN – CA Paris, 5-8, 6 févr. 2024, n° 22/08577

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS202x4 • **Assemblée générale irrégulière : risque de nullité et mesure des conséquences** 26
Bernard SAINTOURENS – CA Aix-en-Provence, 3-4, 1^{er} févr. 2024, n° 20/06167
- BJS202z5 • **De l'art délicat de l'action *ut singuli* contre le dirigeant d'une société liquidée et radiée** 28
Thierry FAVARIO – CA Paris, 5-9, 29 févr. 2024, n° 22/08741
- BJS203a5 • **Convocation irrégulière d'un associé de SCI : nullité en cas de grief** 30
Elsa GUÉGAN – CA Aix-en-Provence, 1-5, 1^{er} févr. 2024, n° 20/03744
- BJS203a2 • **Le pouvoir du dirigeant de société civile d'agir en justice : quelles limites ?** 32
Thibault DE RAVEL D'ESCLAPON – CA Nancy, 1^{er} ch., 26 févr. 2024, n° 23/01272

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS202z3 • **Abus de biens sociaux et délit d'entrave aux fonctions de commissaire aux comptes** 35
Renaud SALOMON – Cass. crim., 28 févr. 2024, n° 23-81826, F-B
- BJS202z0 • **Intrusions d'un commissaire aux comptes : risque de relèvement de fonctions** 37
Jean-François BARBIÈRI – CA Riom, 3^e ch. civ. et com., 28 févr. 2024, n° 23/01060

FUSIONS ACQUISITIONS

- BJS202z6 • **Les infractions au droit de la concurrence face aux apports partiels d'actifs** 40
Hervé LE NABASQUE – Cass. com., 20 mars 2024, n° 22-11648, FS-B
- BJS202y9 • **L'absorbante face aux débiteurs de l'absorbée** 43
Bruno DONDERO – Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-10686, F-D

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS203a1 • **Un dirigeant de fait peut demander l'ouverture d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire** 45
Thierry FAVARIO – Cass. com., QPC, 7 févr. 2024, n° 23-40016, F-D
- BJS202x9 • **Franchise participative : quand le plan de sauvegarde permet au franchisé de retrouver son indépendance** 47
Eva MOUJAL BASSILANA – CA Caen, 2^e ch. civ., 8 févr. 2024, n° 22/00640
- BJS202x1 • **Extension pour relations anormales en période suspecte, entre logique, incertitudes et interrogation** 50
Florence REILLE – CA Aix-en-Provence, 3-2, 25 janv. 2024, n° 22/17025